

**Brussels
Ukraine
Review**



ARRÊTER L'OFFENSIVE

ÉDITION SPECIALE

ROMAN SUSHCHENKO, VITALY PORTNIKOV, VOLODYMYR OHRYZKO,
ROLAND FREUDENSTEIN, RASA JUKNEVIČIENE, ROBERT BIEDROŃ,
WITOLD WASZCZYKOWSKI

OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2021

FR

Brussels Ukraine Review

La revue "Aperçu Ukraine Bruxelles" est distribuée gratuitement aux analystes, experts, leaders d'opinion, fonctionnaires et hommes politiques de l'Ukraine et de l'Union européenne. La reproduction de documents de revue n'est autorisée qu'en référence à la revue. Les opinions exprimées par les auteurs dans la revue ne reflètent pas nécessairement la position des éditeurs. L'auteur est seul responsable du contenu de son matériel. L'auteur n'est responsable que du matériel fourni dans la langue originale. La traduction des articles est faite par des tiers à la demande de la rédaction. L'éditeur n'est pas responsable des biens et services annoncés dans les publications. Les photos sont prises de sources ouvertes.

MOT DE L'ÉDITEUR

Nous nous approchons petit à petit de la fin de l'année, Noël et le jour de l'An approchent, les familles préparent leurs vacances d'hiver, la couronne de l'Avent est installée depuis longtemps, et il règne partout une ambiance festive de Noël.

Mais cette année est un peu différente. Cependant, ce n'est pas la pandémie de COVID qui nous inquiète. Regardez l'Est. Entendez-vous cela? Le ronronnement des chars, des avions et le bruit des nombreuses troupes russes rassemblées à la frontière avec l'Ukraine. Ce n'est pas un "exercice d'hiver". C'est le début de la prochaine phase de la guerre de Poutine contre l'Ukraine. Et l'Europe doit rester vigilante et en aucun cas ignorer l'éventuelle invasion imminente.

Nous consacrons cette édition spéciale de notre magazine trimestriel à la situation à la frontière orientale de l'Ukraine. Il existe de nombreuses indications que la Russie envisage une offensive à grande échelle contre l'Ukraine dans ce qui pourrait être un "cadeau" à Poutine à l'occasion du 100e anniversaire de la fondation de l'URSS.

Cela ne peut plus être ignoré. L'Europe a besoin de se réveiller et d'entendre le bruit provenant de la frontière orientale de l'Ukraine. C'est aussi le bruit qui pourrait bientôt rouler sur le Dniepr.

Marta Barandiy



 twitter.com/MartaBarandiy

02 Mot de l'éditeur

L'AVIS DE SUSHCHENKO

04 L'occident est capable d'augmenter de manière critique le prix de l'attaque russe
Roman Sushchenko

06 La guerre contre l'Ukraine dure depuis 8 ans
Kateryna Bratko

10 Il est bien temps d'ouvrir les yeux et...
Volodymyr Ogryzko

14 Poutine cherche à "finir" l'Ukraine
Vitaly Portnikov

18 Le chaos est la condition préalable à l'agression
Mykhailo Samus

22 Hiver "chaud"-2022: gascratie contre démocratie
Mykhailo Gontchar

ENTREVUE

26 "Poutine peut revendiquer toute l'Ukraine", – ancien chef du Service de Renseignement Extérieur de l'Ukraine, le général de l'armée, Mykola Malomuzh
Kateryna Bratko

30 Avantages et inconvénients: la Russie se prépare-t-elle vraiment à envahir l'Ukraine?
Stepan Nazarenko

32 Plan ou coïncidence?

36 Partie d'échecs en simultanée
Oleksandr Kraiev

40 Proactivité et changement de mentalité pour l'Ukraine
Oleks Nikers

42 Le plan malveillant de Poutine contre l'Ukraine : facteurs favorables et entraves
Marina Yarochevitch

ENTREVUE

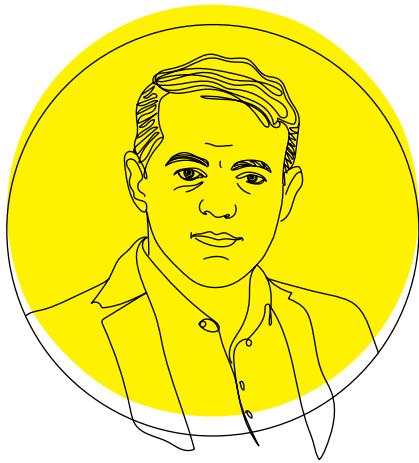
46 Roland Freudenstein : "Poutine ressent la faiblesse de l'Ouest"

COMMENTAIRES

48 Qu'est-ce qui en fait menace l'Ukraine? La guerre ou bien une toute autre manœuvre?

*Witold Waszczykowski,
Rasa Juknevičienė, Robert Biedroń,
Viola von Cramon-Taubadel,
Roman Lozynsky,
Alexandre Milinkévitch,
Andreas Umland,
Iaroslav Chornohor, David Stulik,
Ilya Ponomarenko,
Daniel Szeligowski*

L'OCCIDENT EST CAPABLE D'AUGMENTER DE MANIÈRE CRITIQUE LE PRIX DE L'ATTAQUE RUSSE



**ROMAN SUSHCHENKO,
CÉLÈBRE JOURNALISTE
UKRAINIEN, ANCIEN
PRISONNIER
POLITIQUE DE
KREMLIN, CHEF
DE L'ASSOCIATION
RÉGIONALE DE
TCHERKASSY DU
PARTI POLITIQUE
"SOLIDARITÉ
EUROPÉENNE"**

L'Ukraine est à nouveau confrontée à une grave menace d'invasion russe à grande échelle. Les journalistes mentionnent sa forte probabilité avec des arguments, les politiciens s'en inquiètent, c'est ainsi que les experts militaires l'évaluent. Ces derniers mois, tout le monde a enregistré des actions proactives des services spéciaux et des forces spéciales russes, qui élaborent des scénarios pour doter les opérations du débarquement offensif d'unités militaires régulières avec de nouvelles qualités.

Moscou a renforcé sa force de frappe le long du périmètre de la frontière sud-est de l'Ukraine et en Crimée occupée. Selon le Conseil national de la sécurité et de la défense de l'Ukraine, les parachutistes russes, renforcés par des groupes de navires de la mer Noire, des flottes du Nord et de la Baltique et de la flottille caspienne, sont prêts à opérer depuis le sud. Le contingent de terre, sur l'est et le nord de l'Ukraine, se compose de près de 40 groupes tactiques de bataillons. Près de 100 000 personnes, 1 200 chars, 1 600 canons et systèmes de missiles, 330 avions et 240 hélicoptères au total sont concentrés près des frontières.

**L'AVIS DE
SUSHCHENKO**

Ces derniers temps, il y a une reconnaissance active du territoire de l'Ukraine à l'aide des avions et des renseignements techniques. En particulier, des avions de reconnaissance russes, des groupes de manœuvre de reconnaissance électronique, des satellites de reconnaissance et des navires sont utilisés. Au cours des exercices, dont environ 90 ont eu lieu juste en Crimée occupée, de puissants systèmes de commandement et de contrôle ont été déployés, le déploiement de divisions supplémentaires des troupes territoriales a été élaboré et une réserve opérationnelle a été impliquée. Toutes les mesures militaires avaient un seul scénario offensif.

Cette année, la Russie exploite activement le territoire et les infrastructures militaires de la Biélorussie voisine. Les exercices bilatéraux des troupes terrestres, aériennes et aéroportées dans le territoire voisin sont devenus fréquentes. Des missiles de la défense aérienne opérationnels et tactiques ont été déplacés vers les forêts biélorusses et des avions de l'armée de l'air russe sont en service de combat sur les aérodromes. La Russie a repris les vols de l'aviation stratégique dans l'espace aérien de la Biélorussie. Moscou a créé artificiellement et aggrave la crise de l'émigration en dirigeant les flux des migrants vers la frontière orientale de l'UE. En fait, le Kremlin contrôle le territoire de la Biélorussie.

Des provocations contre les troupes ukrainiennes dans la zone des hostilités à l'est sont menées tous les jours. L'objectif est évident – accuser Kyiv d'avoir violé le cessez-le-feu. En violant les accords de Minsk, les occupants concentrent des armes lourdes près de la ligne de collision dans le Donbass, survolent constamment les positions ukrainiennes, mènent une guerre de tireurs d'élite, sautent les lignes de front de munitions, de carburant, d'armes

et d'équipements et bloquent les activités de la mission d'observation de l'OSCE. Moscou a certifié de force les territoires occupés de l'Ukraine. Près de 650 000 personnes russophones ont reçu des passeports russes. La présence des citoyens russes sur le territoire ukrainien servira à déstabiliser la situation à l'est comme un prétexte à une invasion à grande échelle pour protéger les "Russes".

Cet examen de la situation actuelle montre que le Kremlin a choisi une stratégie de l'escalade avec des tensions périodiques. D'abord, Moscou augmente considérablement le nombre des troupes près de l'Ukraine, mais le réduit partiellement après. Dans le même temps, le nombre total des troupes augmente constamment. Le Kremlin ne considère pas de mettre fin à l'agression armée contre l'Ukraine, mais cherche au contraire à détruire sa souveraineté, à la priver des perspectives d'intégration dans les structures de sécurité européennes et de l'OTAN.

Selon les experts, Poutine prépare des provocations à grande échelle et y aura recours dans deux mois. Pour détruire la stabilité en Ukraine, le Kremlin utilisera activement la crise politique et énergétique nationale, lancera des mécanismes de travail subversif et de sabotage, intensifiera la propagande et diffusera systématiquement de fausses informations. Tout cela est décrit avec éloquence dans les manuels kadhébiens publiés au siècle dernier avec la méthode Cinq-D: Désinformation. Discréditation. Désorientation. Destabilisation. Désintégration.

L'Ukraine se prépare sérieusement à une éventuelle attaque. L'armée ukrainienne et ses services spéciaux disposent de capacités importantes et sont prêts à agir contre l'agresseur. Cependant,

une action occidentale consolidée devrait aider Kyiv à accroître son efficacité et sa productivité dans sa résistance aux plans agressifs de Moscou. Une telle interaction augmentera considérablement le coût de l'attaque de la Russie.

L'aide des pays occidentaux devrait se concentrer sur quatre pistes:

Premièrement, accorder à l'Ukraine un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN. Le plan n'est pas encore une adhésion à part entière. Il s'agit d'une feuille de route pour les réformes que Kyiv mettra en œuvre, compte tenu de la réalité de la menace venue de l'Est.

Deuxièmement, implémenter de nouvelles sanctions, et divulguer publiquement la liste des sanctions qui attendent la Russie en cas de l'escalade militaire ou d'attaque.

Troisièmement, renforcer la sécurité énergétique, y compris grâce à des sanctions efficaces contre Nord Stream 2.

Et enfin, fournir des armes défensives qui modifieront de manière critique l'équilibre des pouvoirs sur le champ de bataille en faveur de l'Ukraine. Des stations de contre-batterie pour augmenter l'efficacité des canons ukrainiens, des stations de guerre électronique, des munitions, des équipements et des systèmes de défense aérienne et antimissile, et le déploiement des unités dans les bases militaires alliées en Ukraine doivent être considérés, notamment près de Kyiv, Odessa ou Sumy.

En signe d'action concertée de l'Ukraine et de la coalition occidentale, Kyiv a besoin de visites intensives à partir du janvier des représentants de la diplomatie de l'OTAN, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et de l'UE.

LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE DURE DEPUIS 8 ANS



**KATERYNA BRATKO,
JOURNALISTE LIBRE,
OBSERVATEUR,
INTERVIEWEUR AVEC
PLUS DE 15 ANS
D'EXPÉRIENCE EN
JOURNALISME. DOMAINE
DE COMPETENCE:
ENTRETIENS AVEC
DES POLITIQUE, DES
FONCTIONNAIRES DE
HAUT NIVEAU, DES
LEADERS D'OPINION, DES
EXPERTS**

Les opérations militaires ne cessent pas sur le Donbass depuis 2014. En même temps les informations sur une éventuelle invasion à grande échelle de troupes russes sur notre territoire ont été activement diffusées ces derniers jours, tout cela parce que la Russie a concentré des dizaines de milliers de soldats dans ses régions occidentales, et en Crimée occupée.

La préparation à l'invasion?

Il est évident que personne, sauf les généraux de Poutine, ne sait rien des plans du Kremlin. En même temps, des médias occidentaux d'influence tels que The New York Times ou Bloomberg, ayant leurs sources dans le renseignement, préviennent de la possibilité de l'attaque hivernale russe. Selon les renseignements américains et la direction militaire ukrainienne, presque 92 mille soldats russes sont désormais localisés au nord et à l'est de l'Ukraine. L'augmentation du nombre des soldats a également été remarqué en Crimée et près de la ville Yelnia qui se trouve à côté de la frontière russe avec la Biélorussie. En outre, la Russie mobilise des dizaines de milliers de

réservistes qui devront supporter le régime d'occupation sur les territoires occupés.

Le secrétaire américain Antony Blinken a même déclaré qu'étant donné la situation récente avec le renforcement de l'armée russe il peut s'agir de la préparation d'une intervention militaire.

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a lancé un avertissement à Moscou lors d'une conférence de presse à Bruxelles avant le sommet des Alliés à Riga.

"Nous sommes bien sûr préoccupés par ce que nous observons en Ukraine et autour. L'OTAN surveille de près la situation autour de l'Ukraine et partage des données avec ses alliés. À l'heure actuelle, il n'y a aucune certitude quant aux actions éventuelles de la Russie, mais le fait que la concentration des troupes se poursuive et que la Russie ait déjà utilisé ses troupes contre l'Ukraine est une des raisons pour lesquelles nous restons en alerte", a déclaré Jens Stoltenberg.

En même temps, il a ajouté que la Russie poursuit l'annexion illégale de la Crimée, déstabilise la situation à l'est de l'Ukraine et continue de mener des cyberattaques contre ce pays. Tous ces éléments sont des motifs pour une vraie préoccupation.

"Le gouvernement de Moscou doit empêcher une nouvelle escalade". Sinon, il devra payer un prix "élevé", a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg.

Le chef de la direction principale des renseignements du ministère de la Défense de l'Ukraine, Kyrylo Boudanov, a communiqué les dates de l'invasion. Selon lui, il s'agit de janvier-février 2022. La Russie, au contraire, comme toujours, blâme tout le monde sauf elle-même pour tout ce qui se passe. Par conséquent, le porte-parole de Poutine, Dmitri Peskov, essaie de convaincre le monde que c'est l'Ukraine qui planifie des actions agressives contre le Donbass et reçoit des instructeurs militaires des pays de l'OTAN. Cependant, le Kremlin ne peut fournir aucune autre preuve de ce qu'il avance.

La concentration des troupes près de la frontière ukrainienne n'est pas le seul motif qui provoque de l'inquiétude. Au cours des six derniers mois, le chef du Kremlin et quelques autres hauts fonctionnaires russes ont publié des articles dans lesquels ils se sont prononcés de façon agressive contre l'Ukraine. Dans ces articles, ils remettaient en cause le droit de l'Ukraine à exister en tant que État. Ils ont également refusé de reconnaître le gouvernement ukrainien démocratiquement élu.

En particulier, le confident de Poutine et secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, Nikolai Patrushev, a exprimé l'avis qu'un "scénario afghan" attend l'Ukraine. Ainsi, il a souligné le danger de la désintégration du pays.

Poutine essaye d'obtenir des solutions bénéfiques pour la Russie

Le directeur de l'Institut de la politique mondiale Yevhen Magda souligne que la guerre de la Russie contre l'Ukraine dure depuis huit ans et que plus de 14 000 personnes en ont été victimes.

"Les combats sur le Donbass ne se sont malheureusement pas calmés depuis 2014, l'armistice est plutôt formel. Je peux donc dire que maintenant, il porte d'avantage sur l'extension de l'ampleur de l'invasion. C'est le genre de scénario dont les médias occidentaux ont déjà commencé à parler au début du mois de novembre. Kyiv officiel partage également ce point de vue. En même temps, il faut comprendre que la guerre hybride n'est pas seulement les actions de combat, mais aussi une composante économique et informationnelle. Les troupes d'information de la Russie sont très bien entraînées et déployées dans le monde entier. La plupart d'entre eux sont concentrés en Europe. C'est pourquoi la Russie cherche à niveler l'indépendance de l'Ukraine sur la scène internationale de diverses manières, en utilisant des éléments de chantage et de pression", déclare Yevhen Magda.

De plus, l'expert ne voit pas de possibilité pour la Russie d'entretenir les grands territoires ukrainiens. Selon lui, les Russes voudront vider l'infrastructure militaire ukrainienne, mais dans ce cas un format de frappes aériennes pourrait être plus probable. Il est difficile de prédire l'efficacité de la répulsion, car l'Ukraine n'a pas eu l'occasion de tester l'efficacité de ses forces de défense aérienne. On peut espérer l'aide des alliés occidentaux, mais il faut comprendre qu'un grand nombre de défenses aériennes est impossible de déployer à court terme, même si l'Occident nous les fait parvenir.

Selon Yevhen Magda, Poutine poursuit actuellement, par ses actions, plusieurs objectifs. "Je pense qu'il attise actuellement la situation pour faire passer des solutions nécessaires et bénéfiques pour la Russie. Il s'agit de la volonté de l'Ukraine de se mettre à la table des négociations avec les militants, de lancer Nord Stream 2 et de reconnaître la parité de Vladimir Poutine avec les dirigeants du G7 (sous la soi-disante forme d'un sommet informel du Conseil de sécurité de l'ONU)" – estime Yevhen Magda.

Dans sa volonté de forcer l'Europe à accepter le lancement de Nord Stream 2, le régime de Poutine est sur le fil du rasoir. Et même s'ils lancent une opération militaire fortement déguisée, cela signifiera probablement la fin de Nord Stream-2. De plus, la Russie a déjà perdu son effet surprise. Après tout, le monde est conscient de la possible de l'escalade militaire du Kremlin.

Dans le même temps, Yevhen Magda attire l'attention sur le fait que les destroyers lance-missiles américains sont souvent dans la mer Noire. Oui, ils étaient là au printemps et y sont encore actuellement, mais ils ont un système de défense aérienne très puissant qui peut couvrir presque tout le territoire de l'Ukraine. Pas en totalité, bien sûr, mais c'est un facteur important. Lorsque les pilotes se sentent en sécurité c'est une chose, c'en est une autre lorsqu'ils peuvent retrouver un missile dans leur aile.

Il ne faut pas oublier les sanctions que les États-Unis pourraient imposer à la Russie en cas d'agression ouverte. Ils peuvent également fournir un soutien militaire et technique à l'Ukraine, mais ils ne vont pas faire la guerre pour nous. L'Europe n'est pas en dehors de cette situation. Malheureusement, l'UE est réticente à réagir activement à l'implication évidente de la Russie dans la crise des migrants à la frontière biélorusse-polonaise. Il est clair que l'Union européenne a déjà pris des sanctions contre la Russie, qui ne peuvent être détruites que par une invasion ouverte. Cependant, une déclaration politique claire du Conseil de l'UE que NordStream2 ne pourra fonctionner que selon les normes du troisième paquet d'énergie pourrait avoir l'effet d'une douche froide pour le Kremlin. En cas d'invasion réelle, l'Occident pourrait déconnecter la Russie du système de paiement SWIFT et déclarer l'espace aérien fermé aux avions militaires.

La Russie veut principalement accroître son influence en Ukraine et agir notamment à travers ses agents en exil, dont beaucoup se trouvent actuellement sur notre territoire. En effet, le Kremlin considère l'invasion d'une partie du Donbass, c'est-à-dire un territoire assez petit de l'Ukraine, comme un instrument d'influence sur l'ensemble du pays, notamment sur sa politique étrangère et son adhésion à l'OTAN.

On peut supposer que Poutine craint que cet objectif ne soit pas atteint. La Russie contrôlera une partie de l'Ukraine, mais ne mettra pas en œuvre son plan principal – un contrôle total sur le pays.

Par conséquent, une invasion russe de l'Ukraine à grande échelle est possible, mais peu probable, estiment la plupart des analystes. Dans le même temps, nous devons nous rappeler que si le Kremlin envisage quelque chose, il a plusieurs plans pour atteindre son objectif. De tels plans du Kremlin doivent être combattus systématiquement et agressivement, en utilisant tous les outils possibles.

www.promoteukraine.org



Promote Ukraine

Une NGO basée à Bruxelles, active en tant qu'un pôle médiatique et de la société civile pour la promotion d'échange d'expertise entre l'Ukraine et l'UE.

IL EST BIEN TEMPS D'OUVRIR LES YEUX D'OUVRIR LES YEUX ET... ET...



**VOLODYMYR OHRYZKO,
MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE
L'UKRAINE (2007-2009),
DIRECTEUR DU CENTRE
D'ÉTUDES RUSSES**



L'Europe s'enflamme à nouveau. Le chantage au gaz du Kremlin s'est à peine calmé tandis que la crise migratoire à la frontière avec la Biélorussie et les États baltes a commencé à se dérouler. Seulement les naïfs pouvaient croire qu'elle avait été provoquée par le diabolique Loukachenko. En fait, le metteur en scène est Poutine. Pourquoi, me demandez-vous ? Parce que l'ultime rêve du Kremlin c'était et ça reste de diviser l'UE et l'OTAN, de dresser un pays européen contre l'autre. La formule est vieille comme le monde: diviser pour régner.

Il est triste d'avouer qu'il réussit parfois. Les injections financières généreuses des radicaux de droite en Allemagne ou en Italie, la corruption des politiciens actuels et anciens en France ou en Autriche, "les relations spéciales" avec la Hongrie ou la Serbie, la campagne anti-vaccination active via les porte-parole de la propagande RT et Spoutnik, et Nord Stream -2 portent leurs fruits: l'Europe a de plus en plus de mal à parler d'une seule voix. Comme on peut le voir, les formes sont différentes, mais l'essence est la même.

Peut-être que l'outil le plus pratique pour la stratification de l'Occident collectif était la soi-disant "crise ukrainienne", que certains, pour une raison quelconque, continuent d'appeler l'agression du Kremlin. Le fait qu'il s'agisse d'une agression sera clair pour tout ceux qui liront le texte de la résolution №3314 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1974.[1] et qui compareront les caractéristiques de l'agression qui y sont identifiées avec les actions de la Russie en Ukraine de 2014 à nos jours.

Cependant, on espère que cette résolution sera vue un jour dans les capitales européennes et au siège de l'UE et de l'OTAN.

Après avoir occupé la Crimée ukrainienne et déclenché une guerre brûlante dans le Donbass, le Kremlin a posé l'Occident face à un dilemme: soit accepter le fait qu'au XXI^e siècle les régimes totalitaires et agressifs peuvent redessiner les frontières des États européens à leur propre discrétion et défier tout l'ensemble du système de la sécurité mondiale, soit leur donner une résistance appropriée. Il semblait encore que l'Europe libérale ne voulait ni l'un ni l'autre, mais espérait que sa politique de flatter l'agresseur au détriment de sa victime glisserait d'une manière ou d'une autre entre les gouttes de pluie. Les politiques de la négociation ouverte des administrations d'Obama et de Trump y ont également contribué.

L'erreur stratégique de la "politique de la paix" était d'espérer que de cette manière le problème de l'attaque de la Russie contre l'Occident collectif pourrait être résolu. Par conséquent, elle a été perçue par le Kremlin comme une faiblesse et une invitation aux nouveaux actes de l'agression, pas seulement contre l'Ukraine mais également contre l'Occident lui-même.

Cependant, la situation est en train de changer. La refonte de sa politique à l'égard de la Russie par l'Occident a également suscité des développements intérieurs en Russie. Les attaques contre les droits humains, les assassinats et l'empoisonnement des dirigeants de l'opposition, les tortures dans les prisons, la censure totale, la propagande anti-occidentale pure et simple, la réécriture de

la constitution pour Poutine, la fraude électorale, etc. sont devenus la pratique de tous les jours au sein du régime russe. Même pour un Occident très libéral et très patient, c'était déjà trop.

Le jeu russe avec le feu aux frontières de l'Ukraine est devenu un catalyseur important pour le processus de la recherche de réponses aux défis de Moscou. La force majeure d'avril et la réaction très conciliante de l'époque ont renforcé l'opinion du Kremlin selon laquelle la pression sur l'Occident "pourrait être répétée". C'est exactement la situation que nous observons aujourd'hui. Cependant, contrairement au printemps, la réaction de l'Occident est beaucoup plus dure. Cela inquiète pour l'instant, mais n'arrête pas Moscou.

Dans ses calculs, le Kremlin prévoit qu'il est peu probable que l'Occident collectif se batte pour l'Ukraine. Je suppose qu'il est improbable qu'il se batte pour un Narva conditionnel également. La raison est claire: l'esprit des Européens a depuis longtemps perdu même les vestiges du revanchisme militant, et le pacifisme global est devenu l'idéologie de l'UE et de l'OTAN, même lorsqu'il est nécessaire de distinguer clairement l'agresseur de sa victime. "Le mieux est de ne pas tirer", cette approche humaniste a gelé de nombreux conflits européens pendant des décennies sans les résoudre en principe.

Cependant, les Européens ont mentionné un autre moyen d'influence sur les contrevenants au droit international – les sanctions. Bien qu'elles ne visent qu'à changer le comportement, pas à changer le régime, elles ont tout de même un effet dissuasif. Mais est-ce suffisant ? La décision d'envahir la Crimée et de déclencher la guerre dans le Donbass a d'abord été prise par l'Etat russe, par l'intermédiaire de ses plus

[1] [https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/3314\(XXIX\)&Lang=E](https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/3314(XXIX)&Lang=E)

hautes institutions politiques. Certaines personnes juridiques ou physiques n'ont fait qu'obéir aux ordres. Ainsi, focaliser les sanctions sur ces derniers est en pratique un moyen de ne pas punir les principaux auteurs et souligne la réticence à remettre l'agresseur à sa place.

Comment les choses vont-elles évoluer maintenant?

On peut supposer qu'en ce moment, avec ses yeux libéraux légèrement ouverts, l'Occident collectif a vu que le danger immédiat pour ses intérêts vitaux est plus grand que jamais. La perte de l'Ukraine signifiera la perte de l'initiative stratégique et la poursuite de l'offensive de Moscou. Ses nouvelles victimes pourraient être d'abord la Moldavie, la Géorgie, les pays baltes, puis la Pologne ou la Roumanie et la Bulgarie. Il faut donc agir.

La question est: quand et comment?

Il est nécessaire de prendre des mesures très concrètes pour soutenir l'Ukraine immédiatement. Des déclarations telles que "Si Moscou attaque, nous ferons" sont avant tout inhumaines, car elles entraîneront la mort de milliers ou de dizaines de milliers de militaires et de civils des deux côtés, et les infrastructures de nombreuses régions d'Ukraine et de Russie seront détruites. La question de savoir si le conflit peut être localisé ou dégénérer en une guerre à grande échelle reste ouverte. Une telle évolution est-elle dans l'intérêt de l'Occident? Je me permets de dire que non.

Par conséquent, l'Ukraine a besoin d'une assistance militaire immédiate et à grande échelle. Je pense à quelque chose comme un bail foncier de la Seconde Guerre mondiale. C'est d'abord la

défense aérienne, les armes anti-chars et antinavires, les missiles à moyenne portée, la reconnaissance et plusieurs autres choses bien connues des spécialistes. Nous devons remercier nos alliés américains, britanniques, canadiens, polonais, lituaniens, turcs et quelques autres, qui sont non seulement "très inquiets" mais ont déjà donné aux soldats ukrainiens l'occasion de se sentir beaucoup plus en confiance. Il est fondamentalement important que certains pays de l'OTAN soient prêts à déplacer non seulement certains types d'équipements militaires sur le territoire ukrainien, mais aussi à envoyer de petits contingents de leurs troupes. Nous espérons que de tels exemples encourageront d'autres pays de l'OTAN à changer de position et à cesser de jouer à "l'équidistance" et à la "non-fourniture des armes aux zones de conflit", ce qui est de facto un soutien indirect de Moscou. En fin de compte, l'Ukraine a le droit de se défendre (ceux qui ont oublié devraient relire l'article 51 de la Charte des Nations Unies, et ne pas se contenter de répéter qu'"il n'y a pas d'alternative aux accords de Minsk").

En conclusion, une puissante armée ukrainienne capable d'infliger des pertes tangibles et douloureuses à l'agresseur russe est la meilleure garantie contre le comportement inapproprié du régime du Kremlin, et ce dans l'intérêt de la sécurité tant de l'Ukraine que de l'Occident.

Ce n'est qu'un aspect de la dissuasion de la Russie. Un autre que nous avons déjà mentionné est celui des sanctions. Elles ne devraient toutefois pas être "à posteriori" mais "à priori". Les motifs pour cela, comme nous le savons, sont plus que suffisants. Les sanctions devraient se concentrer sur les domaines clés qui pourraient causer de graves dommages économiques à Moscou. Il faut des sanctions sévères pour l'industrie. Aux États-Unis, on les appelle

"l'enfer": embargos pétroliers et gaziers, déconnexion du système financier occidental, gel des avoirs des personnes morales et célébrités russes dans les banques en Europe et en Amérique du Nord, interdiction à Aeroflot et d'autres compagnies aériennes russes de voler vers les aéroports en Europe et en Amérique du Nord, interdiction aux navires russes d'entrer dans les ports européens et américains, etc. La liste est connue depuis longtemps. Il est important que les sanctions économiques soient coordonnées entre les États-Unis et l'Europe. Après quoi, seule la volonté politique sera nécessaire pour les appliquer.

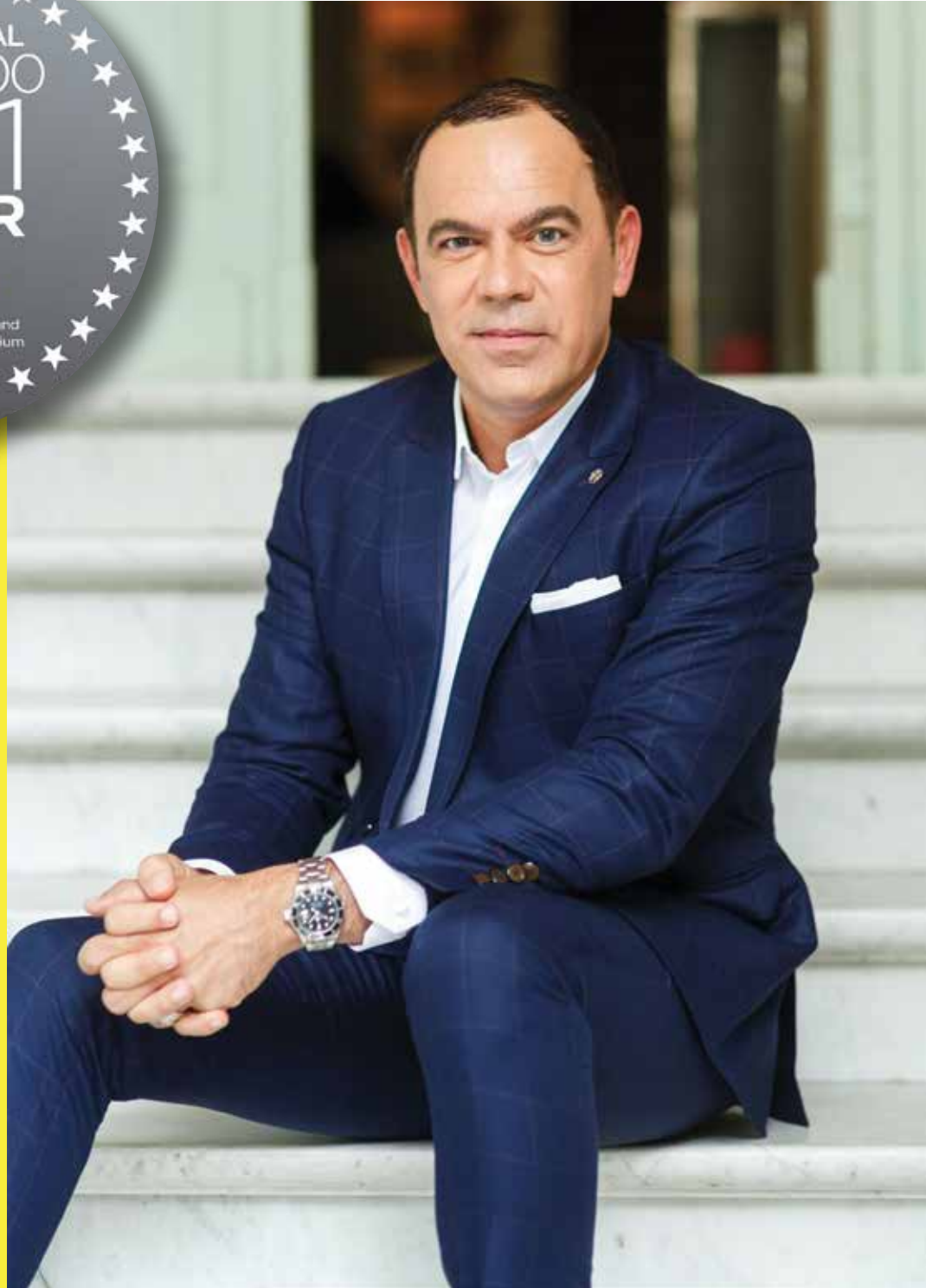
Sans oublier les sanctions politiques et diplomatiques telles que l'abaissement du niveau des relations diplomatiques, la limitation de tout type de contacts officiels au niveau opérationnel, la privation du droit de vote ou l'expulsion du Conseil de l'Europe. Le pays agresseur doit comprendre que le temps de la persuasion est fini. Ensuite, soit retour au droit international, retrait des troupes de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Ukraine, refus de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays post-soviétiques et de l'UE et de l'OTAN, arrêt de la cybercriminalité, respect des droits de l'homme en Russie même, soit isolement international et effondrement naturel; non seulement du régime de Poutine, mais également de la Russie elle-même. Parce que cette structure s'effondrera encore plus rapidement que l'URSS ne l'a fait autrefois, elle ne recevra que le premier coup important. Il n'y a plus de place pour le "dialogue" avec les criminels internationaux.

Il se trouve qu'aujourd'hui l'Ukraine est devenue une sorte d'avant-poste de la civilisation occidentale, un tournant entre la démocratie et le totalitarisme. Ce dernier, par nature, ne comprend que le pouvoir. L'Ukraine et l'Occident collectif peuvent et doivent enfin le démontrer.

A “BOUTIQUE” LAW FIRM IN THE HEART OF EUROPE



info@vanbellelaw.com
Avenue Général de Gaulle 47, B-1050 Brussels (Belgium)



Vanbelle

POUTINE CHERCHE À "FINNISER" L'UKRAINE



**VITALY PORTNIKOV,
JOURNALISTE UKRAINIEN,
COMMENTATEUR POLITIQUE,
AUTEUR**

Depuis de nombreuses semaines, nous cherchons à comprendre quels sont exactement les objectifs du Kremlin. Les informations des principaux médias occidentaux concernant la concentration des troupes militaires aux frontières de l'Ukraine ont été d'abord accueillies avec scepticisme par les dirigeants ukrainiens. Kyiv a même exprimé son étonnement quant à ces informations, affirmant qu'ils ne comprennent pas pourquoi les principaux médias américains participent à la "campagne de propagande" de la Russie. Le ton ne changeait même pas quand les responsables américains, dont le secrétaire d'État américain Anthony Blinken et le secrétaire américain de la Défense Lloyd Austin, ont déclaré être préoccupés face au renforcement des troupes russes. Le président Volodymyr Zelensky a dit que les forces russes sont constamment aux frontières de l'Ukraine, et l'Ouest ne le remarque que maintenant. Les autres responsables du gouvernement ukrainien ont parlé de la même façon.

Mais peu à peu, le ton des dirigeants ukrainiens a changé. Le chef de la direction principale du renseignement du ministère de la Défense de l'Ukraine, Kirill Budanov, a reconnu la possibilité d'une invasion russe en hiver de l'année prochaine. Désormais, les hommes politiques américains, ukrainiens et européens parlent d'une seule voix.

Moscou, de son côté, accuse les politiciens américains et les médias de mener une campagne de propagande contre la Russie, affirmant que la Russie ne va attaquer personne à moins que l'Ukraine ne la provoque. Le fait que dans la capitale russe on parle souvent de "l'inondation de l'Ukraine par les armes de l'Ouest" et que Kyiv "prépare des plans agressifs" est également inquiétant. Car lorsque la Russie accuse les autres de provocations, d'habitude elle prépare ces provocations elle-même.

Voilà pourquoi les déclarations des officiels et des propagandistes russes doivent être analysées avec précaution. Le secrétaire du Conseil de la sécurité de la Russie, Nikolai Patrushev, l'un des plus proches conseillers

de Vladimir Poutine, a menacé l'Ouest en disant que "l'Ukraine va exploser à tout moment" et que des millions de réfugiés ukrainiens vont déstabiliser l'Europe. L'adjoint de Patrouchev, Oleksandr Hrebenkin, affirme que les services spéciaux ukrainiens préparent des opérations de sabotage en Crimée. Le soi-disant "chef de la République populaire de Donetsk", Denis Pushylin, dit que veut résoudre le problème du Donbass par la voix militaire d'après le "scénario croate" tandis que le dirigeant biélorusse Alexandre Loukachenko, qui réalise de plus en plus les souhaits politiques de Moscou, accuse l'Ukraine d'avoir essayé de déstabiliser la situation en Biélorussie.

Toutes ces déclarations nous permettent de conclure que l'agression russe peut se renforcer dans plusieurs directions à la fois - les territoires occupés du Donbass et de la Crimée ainsi que de la frontière avec la Biélorussie, où il est plus facile d'attaquer Kyiv. Le Kremlin semble démontrer aux dirigeants ukrainiens et à l'Ouest qu'il est prêt à prendre les mesures les plus décisives pour démanteler l'État ukrainien. Mais l'Occident affirme qu'il ne laissera pas l'Ukraine toute seule

face à une attaque russe. Les États-Unis examinent la possibilité de nouvelles livraisons d'armes à l'Ukraine. Le Royaume-Uni a promis d'envoyer des forces spéciales en Ukraine en cas d'attaque russe et la Suède est prête à envoyer des instructeurs militaires dans le pays. Le ton des médiateurs au "format normand", des dirigeants de l'Allemagne et de la France, est devenu beaucoup plus sévère envers la Russie, surtout après la publication du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov de sa correspondance officielle avec ses collègues de Berlin et de Paris en violation de toutes les règles de l'étiquette diplomatique. Il s'est avéré que les ministres des Affaires étrangères de la France et de l'Allemagne ne vont pas considérer la Russie comme un "médiateur" dans le conflit du Donbass ou accepter la possibilité de pourparlers directs entre Kyiv et le gouvernement fantoche des soi-disant "républiques populaires".

Tout cela peut, d'une part, inspirer l'optimisme et, d'autre part, créer une atmosphère d'anticipation d'un véritable conflit militaire, non seulement entre la Russie et l'Ukraine, mais également entre la Russie et l'Occident – sur le territoire ukrainien.

Vladimir Poutine semble beaucoup aimer cette situation. Lors d'une réunion du ministère russe des Affaires étrangères Poutine a déclaré, qu'une tension aussi forte est même utile, car de cette façon la Russie indique au monde civilisé quel prix il devra payer pour l'intégration européenne et Euro-Atlantique de

l'Ukraine. Ces déclarations suggèrent que pour l'instant, il s'agit plutôt de la création d'une ambiance d'anticipation de la guerre que de la guerre elle-même. Pourquoi le Kremlin a besoin d'une telle ambiance? Probablement parce que le désir de démontrer l'escalade maximale est lié à la préparation d'une éventuelle nouvelle rencontre des présidents de la Russie et des États-Unis. Ce n'est pas un secret, l'Ukraine pourrait être le principal sujet de négociations entre les présidents de la Russie et des États-Unis. D'ailleurs, la volonté de discuter de la situation avec le président américain est l'une des raisons pour lesquelles le Kremlin a en fait refusé de mener les négociations au "format normand" et a ignoré l'offre d'Angela Merkel de réunir le sommet des dirigeants de la France, de l'Allemagne, de l'Ukraine et de la Russie avant sa démission du poste de chancelier fédéral d'Allemagne.

Mais qu'est-ce que Poutine veut proposer à Biden? Un aperçu des intentions de la Russie a été présenté par Fedor Lukyanov, un expert proche du Kremlin et Président du Bureau du Conseil pour la politique étrangère et la défense. Dans un article titré "La Russie dans la politique globale" Lukyanov affirme que pour apaiser les tensions autour de l'Ukraine, les États-Unis et la Russie doivent revenir à une situation dans laquelle les autres États doivent décider eux-mêmes quelles alliances économiques et militaires ils souhaitent rejoindre. En termes simples, il faut mettre fin à l'intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine. Mais pas seulement. L'expert propose de revenir au modèle de "finnisation".



Moscou, de son côté, accuse les politiciens américains et les médias de mener une campagne de propagande contre la Russie, affirmant que la Russie ne va attaquer personne à moins que l'Ukraine ne la provoque.

Permettez-moi de vous rappeler qu'après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande a évité l'occupation par l'Union soviétique et l'établissement du régime communiste. Cependant, la Finlande a pratiquement perdu l'opportunité de mener une politique étrangère indépendante. La Finlande n'a eu la chance d'intégrer l'arène internationale qu'après l'effondrement de l'Union soviétique. Moscou aimerait attribuer le même statut à l'Ukraine - avec toutefois une différence puisque dans le cas ukrainien cela pourrait être une des étapes de l'élimination de l'État ukrainien par la Russie.

Le président américain sera-t-il d'accord avec ce genre de propositions? C'est difficile à croire, mais il est évident que Joseph Biden cherchera des moyens d'empêcher un conflit militaire et de trouver un compromis. Les dirigeants ukrainiens devront faire de gros efforts pour s'assurer que ce compromis ne soit pas atteint à l'aide de l'Ukraine. On en revient alors à la question de la confiance, que nous avons déjà mentionnée à maintes reprises. Dans quelle mesure les dirigeants actuels de l'Ukraine peuvent-ils jouir de la confiance de la Maison Blanche ou bien influencer la position du président des États-Unis et d'autres dirigeants américains? Dans quelle mesure pourront-ils transmettre leur point de vue, même au stade préparatoire du sommet Poutine-Biden? Ce n'est pas une question facile - si l'on se souvient que le président ukrainien a été invité à Washington

bien après la réunion des présidents américains et russes et après avoir pris la décision par l'administration de ne pas intervenir à l'achèvement de la construction du gazoduc Nord Stream-2. Après tout, aujourd'hui, le lancement de ce gazoduc est considéré par de nombreux experts comme une étape possible qui assouplira l'attaque russe. Mais Washington a-t-elle fait les bonnes conclusions quant aux conséquences de l'histoire de Nord Stream 2? Et comprend-elle quelles sont les véritables intentions de Vladimir Poutine?



Ce n'est pas un secret, l'Ukraine pourrait être le principal sujet de négociations entre les présidents de la Russie et des États-Unis. D'ailleurs, la volonté de discuter de la situation avec le président américain est l'une des raisons pour lesquelles le Kremlin a en fait refusé de mener les négociations au "format normand"



**CROSS-BORDER BUSINESS POLITICAL
MEDIA CONSULTING**

LE CHAOS EST LA CONDITION PRÉALABLE À L'AGRESSION

Des vagues d'information sur la puissante accumulation de groupes militaires russes autour de l'Ukraine augmentent et disparaissent périodiquement dans l'espace global de l'information ces dernières années depuis l'occupation russe de la Crimée et de certaines parties du Donbass. Parfois, ces vagues sont liées aux véritables préparatifs de la Russie, parfois elles s'avèrent être des informations et des opérations psychologiques délibérées pour créer une situation instable en Ukraine et détruire la solidarité européenne et euro-atlantique face à l'agression russe.





**MYKHAILO SAMUS,
DIRECTEUR, NEW
GEOPOLITICS RESEARCH
NETWORK**

Cependant, contrairement aux vagues d'information, une vraie menace militaire de la part de la Russie reste toujours pré-occupante depuis 2014. De plus, depuis 2017, après que la Russie ait créé de nouvelles unités militaires autour de l'Ukraine – 1 armée blindée près de Moscou, 20 armées militaires près de Voronej et 8 armées militaires dont le siège est à Novotcherkassk – le Kremlin a préparé suffisamment de forces pour mener une offensive stratégique contre l'Ukraine, ainsi que contre la Pologne et les États baltes. Je voudrais noter que la 8ème armée à Novotcherkassk a été créée spécifiquement pour gérer et soutenir globalement le contingent de l'occupation russe dans le Donbass ukrainien. C'est la 8ème armée qui comprend les 1er et 2ème corps d'armée (Donetsk, Luhansk) dans le Donbass occupé.

Lors des exercices stratégiques "West-2017", un nouveau groupement autour de l'Ukraine a essayé ses capacités à mettre en œuvre des opérations offensives dans ces trois directions. En même temps, le territoire de la Biélorussie a été utilisé pour le renversement ra-

pide des troupes russes au cœur des territoires occupés et la création d'un tremplin pour des opérations militaires combinées contre la Pologne et les pays baltes, ainsi que l'Ukraine. Par ailleurs, la dernière attaque migratoire à travers le territoire de la Biélorussie est menée par la Russie (je n'ai personnellement aucun doute que cette attaque a été planifiée et organisée par Moscou,) selon un schéma très similaire et un scénario ressemblant à l'attaque "West-2017", visant à une agression contre les États baltes, la Pologne (y compris à travers le soi-disant couloir de Suwalki) et l'Ukraine.

Par la suite, l'infrastructure militaire russe autour de l'Ukraine a été améliorée et augmentée. Des exercices militaires réguliers ont été menés à la fois avec la participation des unités et parties constamment stationnées à la proximité immédiate de la frontière ukrainienne et des services qui se sont déplacés des profondeurs du territoire russe, augmentant en même temps le potentiel offensif vers la destination d'ouest.

Dans le même temps, la Russie a renforcé au maximum le regroupement interspécifique (marine, armée de l'air, JI) en Crimée occupée, ce qui assure actuellement la domination de la Russie en mer Noire (par une augmentation du nombre des bateaux de surface et des sous-marins) mais également l'établissement d'une Zone A2AD totale (Anti-Access / Area Denial) à la fois en mer (surface et sous-marine) et dans l'espace aérien autour de la Crimée (en raison du déploiement d'un puissant groupe d'aviation et des systèmes de la défense aérienne modernes dans la Crimée occupée). La volée totale de missiles de sous-marins, de navires de surface et de systèmes de missiles au sol de la flotte russe de la mer Noire fait actuellement

200 missiles (y compris des missiles de croisière à longue portée "Calibre"), qui menacent non seulement l'ensemble de l'Ukraine mais aussi une grande partie de l'Europe.

En 2021, les préparatifs de la Russie pour une agression à grande échelle contre l'Ukraine ont atteint leur apogée. D'abord, en avril-mai la Russie a mené des manœuvres stratégiques non planifiées, auxquelles jusqu'à 110 000 soldats ont pris part, à la fois des unités du déploiement permanent ainsi que celles des profondeurs de la Fédération de Russie. Puis, en septembre, la Russie a mené (y compris en Biélorussie) des exercices stratégiques "West 2021", qui ont en fait répété l'ampleur des manœuvres d'avril. En novembre, la Russie a recommencé à manœuvrer de manière intensive, ce qui a été remarqué par les services de renseignement ukrainiens et occidentaux et a provoqué une réaction forte dans les médias.

La principale question qui se pose dans cette situation est: la Russie se prépare-t-elle vraiment à une opération militaire de grande échelle contre l'Ukraine et quelle est la probabilité de sa mise en œuvre, se basant sur les données disponibles dans des sources ouvertes?

Selon mes évaluations, d'un point de vue purement militaire, la Russie est tout à fait préparée pour une opération offensive stratégique contre l'Ukraine dans plusieurs directions, à la fois de la Russie ainsi que depuis la Biélorussie, de la Crimée et du Donbass occupés et de la Transnistrie (partie occupée de la Moldavie).

Contrairement à 2014 lorsque l'Ukraine se trouvait dans une situation difficile de "l'embarras stratégique", que les systèmes d'administration étatique et militaire étaient perturbés et que le niveau de la capacité de combat des forces armées de l'Ukraine était faible, la Russie trouvera plus difficile actuellement la mise en œuvre de son plan avec succès. Dans tous les cas, dans les circonstances actuelles, un conflit militaire à grande échelle entre la Russie et l'Ukraine aura des conséquences catastrophiques non seulement pour l'Ukraine et l'Europe, mais aussi pour la Russie elle-même. Bien que les politiciens et les militaires russes soient souvent sous l'influence de l'euphorie de la propagande, on espère que les services de renseignement russes rapporteront au Kremlin des informations objectives sur la réelle volonté de l'Ukraine de résister à une agression militaire.

En conséquence, il est probable que les manœuvres militaires permanentes de la Russie près de l'Ukraine fassent partie d'un plan plus large du Kremlin basé sur les efforts géopolitiques de Poutine pour rendre au "nouvel empire russe" le rôle du Major Power et prendre sa place dans le nouveau soi-disant "orchestre des Nations" (les groupes des pays leaders dans le monde), qui résoudrait la question du développement global et la répartition des sphères de l'influence.

À cet égard, hors des préparatifs militaires près de l'Ukraine, on pourrait avoir des éléments suivants de ce plan: l'attaque migratoire de la Russie contre l'Europe via la Biélorussie, la crise de l'énergie artificielle causée par la réduction de l'approvisionnement du gaz russe en Europe, la participation aux conflits armés

au Moyen-Orient et en Afrique, les campagnes de désinformation constantes et la démonstration constante des dernières technologies militaires qui pourraient menacer la sécurité des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN (en particulier, la récente destruction démonstrative du satellite par un nouveau système anti-missile et anti-satellite).

Les tâches tactiques de cette complexe offensive "hybride" pourraient consister à obtenir l'accord du président américain pour encore une autre réunion avec Poutine afin de négocier de nouvelles concessions sur la scène internationale, y compris le lancement du gazoduc Nord Stream-2. Poutine souhaite également obliger l'Ukraine à faire des concessions dans les accords de Minsk selon le scénario russe et assurer "l'Anschluss" de la Biélorussie.

Les objectifs stratégiques possibles de l'attaque complexe de la Russie sont : une avancée géopolitique dans "l'orchestre des nations", la prise totale du contrôle de l'espace post-soviétique, la soi-disant "finnisation" de l'Ukraine (c'est-à-dire la déclaration officielle de la neutralité par l'Ukraine, l'interdiction de l'adhésion à l'OTAN et le blocage de l'adhésion à l'UE) assurant une domination à long terme sur le marché européen de l'énergie, une consolidation dans les régions de l'intérêt de la Fédération de Russie (l'Afrique, le Moyen-Orient). En fait, c'est le rêve de Poutine – la vengeance pour "la plus grande catastrophe géopoli-

tique du vingtième siècle – l'effondrement de l'Union soviétique", c'est-à-dire la restauration du "leadership mondial de la Russie".

Cependant, c'est l'instrument de la pression militaire qui est la clé dans cette opération. Si la Russie n'atteint pas ces objectifs, le Kremlin deviendra de plus en plus agressif dans sa volonté d'attaquer l'Ukraine à nouveau. Dans le même temps, la probabilité que la Russie réalise ses menaces dépend directement de la capacité de l'Ukraine à résister efficacement à l'agression russe.

Selon mes évaluations, pour le moment la tentative de la Russie de mener une opération rapide (je dirais la foudre) pourrait être la plus probable avec l'atterrissage des débarquements aériens et maritimes depuis la Crimée occupée pour envahir des territoires dans le sud de l'Ukraine, afin de créer un couloir terrestre entre la Russie et Crimée. Il s'agit de capturer des infrastructures d'approvisionnement en eau sur la péninsule occupée et, si possible, fermer l'accès à la mer de l'Ukraine. Une telle opération ne peut réussir que si l'incapacité des hauts dirigeants militaires et politiques à réagir immédiatement aux actions de la Fédération de Russie. Si l'Ukraine ne lance pas d'opération de défense en réponse à l'agression russe dans les quelques heures après le débarquement, la Russie s'emparera de nouveaux territoires occupés et lancera un ultimatum à l'Ukraine: si l'Ukraine ose contrer, Moscou lancera une agression à grande échelle dans toutes les directions.

À mon avis, dans cet esprit, c'est la résilience et la capacité de la nation ukrainienne à répondre immédiatement à l'attaque militaire russe qui est l'aspect clé.



La situation en février-mars 2014, lorsque l'État a perdu sa capacité de décision dans le domaine de la défense et de la sécurité, était idéale pour l'attaque de la Russie. C'est une telle situation que la Russie voudrait répéter. Cela est possible, par exemple, en cas du déclenchement de manifestations radicales en Ukraine (en raison de la détérioration de la situation socio-économique, ou en raison de l'escalade de la confrontation politique, ou suite à une opération ciblée des services de renseignement russes), qui pourraient mener à une incapacité de la direction politique de fonctionner ainsi qu'à la perte de la gestion sur le secteur de la sécurité et de la défense. Dans ce cas-là, la Russie pourrait à nouveau profiter des conditions favorables et mener quelques opérations tactiques rapides, puis – à mesure de l'évolution de la situation – essayer d'étendre la zone de l'occupation avec la destruction parallèle de l'Ukraine en tant qu'État.

Par conséquent, ma conclusion et mes prévisions pour l'évolution de la situation sont les suivantes: la Russie augmentera constamment le niveau de la menace militaire contre l'Ukraine, mais n'osera mener une opération qu'en cas de déstabilisation interne de l'Ukraine et d'incapacité du système de la défense à réagir rapidement à une nouvelle agression du Kremlin. A cet égard, il est très probable que la Russie utilise la menace militaire en tant qu'instrument

de pression, avec d'autres moyens hybrides. Elle essayera en parallèle de lancer un processus de chaos en Ukraine, en utilisant tous les problèmes et contradictions qui existent dans les sphères politiques, sociales ou autres. Nous verrons bientôt à quel point cette stratégie sera couronnée de succès, car le temps joue contre la Russie – l'armée ukrainienne se renforce chaque jour et après un certain temps, le Kremlin sera de moins en moins actif dans l'examen des options militaires pour résoudre la "question ukrainienne".

Par conséquent, ma conclusion et mes prévisions pour l'évolution de la situation sont les suivantes: la Russie augmentera constamment le niveau de la menace militaire contre l'Ukraine, mais n'osera mener une opération qu'en cas de déstabilisation interne de l'Ukraine et d'incapacité du système de la défense à réagir rapidement à une nouvelle agression du Kremlin. A cet égard, il est très probable que la Russie utilise la menace militaire en tant qu'instrument de pression, avec d'autres moyens hybrides.

HIVER "CHAUD"-2022: GASCRATIE CONTRE "CHAUD"-2022: DÉMOCRATIE GASCRATIE CONTRE DÉMOCRATIE

Joe Biden a convoqué le Sommet des démocraties les 9 et 10 décembre. Entre temps, Poutine démontre le succès de sa gascratie. Nord Stream 2, malgré un retard de deux ans dû aux sanctions du Congrès américain, à l'opposition active de la Pologne et de l'Ukraine et aux critiques de la part du Parlement européen, a été quand même construit. La Russie renforce maintenant la pression sur l'Allemagne et l'UE pour le mettre en service dès que possible sous les conditions de Gazprom. La pression gazo-politique augmente en même temps que la projection de la menace militaire à l'Europe. La Russie est depuis longtemps sur le chemin de la guerre, même si Berlin ne souhaite pas le remarquer.





**MYKHAILO GONTCHAR,
PRESIDENT,
CGS STRATEGY XX**

Escalade pour la désescalade

Les événements qui ont lieu sur le marché européen du gaz, où Gazprom est le principal fournisseur, ne doivent pas être évalués dans le système de coordonnées du marché mais dans le système de la stratégie militaire et des opérations spéciales hybrides du régime de Poutine. Au cours des 7 dernières années après le début de l'agression contre l'Ukraine, elles ont été affûtées par la Russie à un nouveau niveau de perfection.

La doctrine russe, connue à l'Ouest sous le nom de "l'escalade pour désescalade", et qui est liée à l'utilisation limitée des armes nucléaires tactiques, fait maintenant l'objet d'une démonstration hybride au théâtre d'opérations gazier européen.

L'escalade de prix intervenue graduellement après un accord de juillet, favorable pour le Kremlin, entre Biden et Merkel sur le PP2, a atteint sa pointe sur l'affaire de 2 000 dollars pour 1 000 mètres cubes début octobre. Fin octobre, la Russie a "tout d'un coup" commencé à démontrer son "inquiétude" pour l'Europe. Les médias occidentaux ont affirmé que la Russie voulait réduire les prix du gaz en Europe sur 60 %. Le

début de l'étape de désescalade du gaz a eu lieu de façon exponentielle, sous la forme de l'ordre de Poutine au patron de Gazprom de commencer à pomper du gaz dans son propre stockage souterrain en Europe après le 8 novembre. Ça a l'air bizarre, n'est-ce pas? Mais c'était un élément de la démonstration de l'algorithme de la désescalade. En fait, les jours suivants ont montré qu'il s'agissait plutôt d'une imitation, car les données objectives montrent que Gazprom ne réserve pas les capacités disponibles à titre gratuit du système gazier de transport de l'Ukraine ainsi que du parcours Yamal-Europe pour l'approvisionnement de l'UE. Cela signifie que la demande croissante saisonnière sur le marché de l'UE n'est pas satisfaite.

Pour répondre à la demande européenne, Gazprom propose bien plus que des remises tarifaires. Il propose un retour à la pratique des contrats à long terme à certaines conditions. En fait, il s'agit d'un mécanisme de l'occupation ultérieure du marché. Cela se fait de manière démonstrative sur l'exemple de certains pays satellites russes en Europe tels que la Hongrie et la Serbie. Ils ont déjà reçu le gaz bon marché dans le cadre de nouveaux contrats en échange du refus du transit par l'Ukraine et du passage à l'utilisation de l'infrastructure Turkish Stream. La Russie assiste encore une fois de plus Orban et Vuchich à gagner les prochaines élections en échange de leurs services supplémentaires suivis en tant que "chevaux de Troie" de la Russie en Europe. Et l'envie de Kremlin c'est d'avoir encore plus des "chevaux de Troie".

Par conséquent, Gazprom négocie avec les principaux acteurs du marché de l'UE: un allemand – Verbundnetz Gas, un italien – ENI, un français – ENGIE sur les nouveaux accords à long terme aux prix attractifs. En conséquence, offrant du gaz moins cher que sur place aux majors européens, Gazprom étendra sa présence encore plus, ce qui renforcera la dépendance de l'UE à la Russie et non seulement dans le secteur de l'énergie. La part de la Russie dans les importations de gaz en UE a déjà atteint un record de 46,8% selon les statistiques

du premier semestre de 2021. Après la désescalade des prix accompagnée de l'imposition simultanée des nouveaux contrats à long terme avec des prix inférieurs aux clients européens, la part de Gazprom dans les importations de gaz dans l'UE pourrait dépasser de beaucoup les 50 %.

A part ça, la Russie renforce rapidement la production de GNL en Arctique, accompagnée d'émissions élevées de méthane et contraire aux buts de la politique climatique. Dès à présent, les exportations de GNL de la Russie dépassent les 30 millions de tonnes par an (42 bcm). Sa principale partie va au marché de l'UE. Ce chiffre dépassera les 100 bcm à l'horizon 2030.

Dans les conditions du déclin naturel de la production du gaz en Europe, de l'absence de capacités techniques de la Norvège et de l'Algérie pour augmenter considérablement les approvisionnements de gaz en UE au cours des 10 prochaines années, l'incertitude concernant les approvisionnements du GNL des États-Unis, l'UE deviendra super-dépendante de l'approvisionnement de la Russie avec toutes ses conséquences politiques et géopolitiques.

Les contours géopolitiques de la gascratie

La dépendance croissante de la Russie à la Chine et l'affinité entre les régimes autoritaires de Moscou et de Pékin et les plans de l'expansion géopolitique mènent à une synergie des efforts de la Russie et de la Chine. Le programme géopolitique minimal est de mettre fin au transatlantisme grâce à la séparation énergétique de l'Europe des États-Unis et son détournement définitif à la Russie. L'Allemagne des temps de Merkel a beaucoup contribué à cela avec son soutien actif et sa protection du PP2. Même maintenant, quand il est devenu clair pour la plupart en Europe et aux États-Unis, vu l'exemple de la Moldavie et de l'Ukraine, que la Russie utilise le gaz

en tant qu'arme, Berlin dit le contraire et menace les États-Unis de refroidissement de leurs relations si les sanctions contre PP2 sont renouvelées.

Le nouveau méga-projet de Gazprom "La force de la Sibérie -2", lié à la connexion des réseaux de transport de gaz de l'Est et de l'Ouest de la Russie, devrait être pris en compte. Jusqu'à présent, Moscou n'a pas la possibilité technique de réorienter les flux de gaz de l'Europe vers la Chine, malgré les récits périodiques de la propagande russe concernant cette possibilité. Mais dès que les champs gaziers de Yamal et de Sibérie orientale seront interconnectés, une telle opportunité se présentera. Et la Russie en profitera pleinement.

L'Europe sera soumise au chantage régulier de la Russie à cause de la menace du transfert des flux d'exportation à la Chine. Considérant que la Chine est le plus grand investisseur étranger dans les projets russes de GNL dans l'Arctique, ce sera en effet une dictature gazière commune russo-chinoise en Europe.

Si la Russie, à l'aide de l'Allemagne, réussit à mettre le PP2 en service, elle pourrait appliquer des actions secrètes inattendues pour forcer l'UE à cesser la résistance à l'expansion du gaz russe et, en outre, faire croire à l'Europe que le gaz russe est la seule option possible. Il s'agit ici d'actions cachées (telle qu'une cyber-intervention, un sabotage de la Direction générale de la recherche en mer profonde du ministère de la Défense), la Russie peut rendre une partie fonctionnelle limitée ou dysfonctionnelle de l'infrastructure gazière de la mer du Nord à travers laquelle le gaz norvégien arrive à l'UE.

L'ultimatum de la gascratie

Le front gazier n'est qu'un des fronts de l'offensive multifrontale de la Russie en Occident. Il existe également d'autres fronts sur lesquels Poutine avance avec succès vers l'ouest. De nouveaux fronts ont été ouverts sur le flanc oriental de l'OTAN et de

l'UE sous la direction de la Biélorussie et au sud dans la pègre molle – les Balkans. L'Anschluss grimpant de la Biélorussie, ainsi que l'aide du proxi-régime de Minsk, l'ouverture d'un front migratoire contre l'UE et le bouleversement de la situation en BiH grâce aux mandataires serbes est ce qui déstabilise l'Europe en modifiant l'équilibre des pouvoirs en faveur de la gascratie russe.

À partir de cet hiver, la Russie tentera de mettre l'Europe devant un choix. L'essentiel est l'assistance maximale de la Russie dans la résolution des problèmes énergétiques et climatiques de l'Europe en démarrant la nouvelle politique de la "détente", en ravivant "l'esprit d'Helsinki" en échange de l'accord sur l'Anschluss de la Biélorussie, de la perte de souveraineté de l'Ukraine, de la reconnaissance de la Crimée Russe, de l'arrêt de l'élargissement de l'OTAN et de l'UE, et de la levée des sanctions.

Autrement dit c'est ce qui s'intègre à Yalta-2, que le Kremlin a voulu réaliser si rapidement déjà en 2014. En réalité, le régime de Poutine ne cache plus ses intentions. Le principal idéologue du poutinisme, Vladislav Surkov, déclare ouvertement qu'une nouvelle division des sphères d'influence est nécessaire, et elle est imminente (elle aura lieu tôt ou tard, d'une façon formelle ou informelle, secrète ou ouverte).

L'année 2022 est importante pour la Russie en tant que 100-ème anniversaire de la création de l'URSS, dont l'effondrement a été défini par Poutine comme la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle. Il souhaite évidemment la réincarnation de l'URSS sous une nouvelle forme. L'Ukraine, avec son rétablissement de l'État et de la démocratie (même imparfaite), fait obstacle. La transformation de l'Ukraine en un État quasi confédéral, dans le cadre du nouvel État de l'Union de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie – c'est ce que souhaite le régime de Poutine en 2022. En pratique, cela signifie la destruction de l'Ukraine. Si ça marche, ce sera par le chantage énergétique et le blocus, la contrainte à la capitulation. Si ce plan échoue ce sera par le moyen des accords séparés

avec les États-Unis sur la capitulation de l'Ukraine par "la coercition vers Minsk" avec le consentement silencieux de l'Europe en déficit de gaz. Si cela échoue de nouveau, ce sera donc au moyen d'une intervention armée, peut-être déguisée en opération de maintien de la paix.

Si l'on réunit les préparatifs gaziers, militaires et politiques de la Russie, alors le message du Kremlin à l'Occident se déchiffre ainsi: "Nous nous préparons à récupérer les territoires perdus de la Russie. L'Ukraine n'est pas l'Europe. La guerre d'hiver n'est pas votre guerre. Juste regardez. Vous pouvez exprimer votre préoccupation. Ne vous en mêlez pas, sinon vous resterez sans gaz ou il y en aura peu et il sera cher. Vous avez déjà vu comment nous pouvons faire cela. Mais nous veillons à ce que l'Europe soit au chaud et dans le confort. Nous sommes prêts pour plus d'actions après le lancement de PP2. Ne nous faites pas obstacle. Biden ne vous aidera pas. Soyez pragmatique. Le gaz russe dans la maison européenne est meilleur que le GNL américain au sommet des démocraties".

L'arrêt de "Nord Stream 2" par les sanctions les plus sévères des États-Unis ne persuadera pas la Russie d'abandonner sa politique agressive, mais cela ralentira sa poursuite de l'expansion, car il démontrera la solidarité transatlantique et le leadership américain au Sommet des démocraties. En outre, le Transatlantic LNG-Bridge est nécessaire cet hiver sous la forme d'approvisionnements de GNL en Europe. Sinon, l'UE ne survivra pas, les États membres se rendront tout seuls à la gascratie du Kremlin. Le sort de l'Europe et du monde transatlantique est désormais de nouveau dans les mains des États-Unis et de la partie non déchiquetée de la politique européenne. L'hiver froid de 2022 a tous les motifs de devenir chaud et décisif dans la lutte entre la gascratie agressive et corrompue de Poutine et une démocratie occidentale divisée. La solidarité avec l'Ukraine ce n'est pas seulement pour le bien de l'Ukraine, c'est avant tout un test pour que les États-Unis et l'Europe puissent défendre leurs principes.



UKRAINISCHE
FREIE UNIVERSITÄT



БУДУЙ СВОЄ ЄВРОПЕЙСЬКЕ МАЙБУТНЄ:

вступай в єдиний
українськомовний
університет в Європі.

УНІВЕРСИТЕТ

UKRAINISCHE FREIE UNIVERSITÄT
Barellstr. 9a
80638 München
Deutschland

СЕКРЕТАРІАТ

+49 (0) 89- 9973883-0
sekretariat@ufu-muenchen.de
www.ufu-muenchen.de

1922-2022



**"POUTINE
PEUT
REVENDIQUER
TOUTE
L'UKRAINE",
– ANCIEN CHEF**

**DU SERVICE DE
RENSEIGNEMENT EXTÉRIEUR
DE L'UKRAINE, LE GÉNÉRAL
DE L'ARMÉE, MYKOLA
MALOMUZH**

ENTREVUE



**KATERYNA BRATKO,
JOURNALISTE LIBRE,
OBSERVATEUR,
INTERVIEWEUR AVEC
PLUS DE 15 ANS
D'EXPÉRIENCE EN
JOURNALISME. DOMAINE
DE COMPETENCE:
ENTRETIENS AVEC
DES POLITIQUE, DES
FONCTIONNAIRES DE
HAUT NIVEAU, DES
LEADERS D'OPINION, DES
EXPERTS**

En 2014, une nouvelle ère de lutte pour l'indépendance a commencé pour l'Ukraine. Les Ukrainiens armés doivent reconquérir leurs territoires, le droit de vivre de manière indépendante et de lier leur avenir à l'Union européenne. Ces derniers jours sont extrêmement tendus pour notre pays: selon des sources des renseignements de divers pays, la Russie envisage le scénario d'une opération offensive rapide à grande échelle contre l'Ukraine dans plusieurs domaines.

Mykola Malomuzh, ancien chef du service de renseignement extérieur ukrainien, général de l'armée ukrainienne et conseiller du président (2010-2014), a participé à plusieurs reprises aux pourparlers avec Poutine. Dans une interview avec Kateryna Bratko, il a expliqué comment il faut défendre correctement et de manière convaincante la position de l'Ukraine dans des situations difficiles et tendues.

M. Malomuzh, dans une édition récente de Bloomberg, qui citait ses propres sources, on parle de l'accélération de concentration des troupes et de l'artillerie russes pour une invasion rapide de l'Ukraine à grande échelle. À votre avis, pourquoi le Kremlin prend-il de telles mesures?

Le Kremlin a choisi une nouvelle position stratégique pour prouver qu'il est aujourd'hui un vrai joueur de pouvoir mondial. Selon lui, la Russie a le droit de contrôler certains territoires, tels que l'Ukraine, la Biélorussie et les anciens pays de la CEI, ainsi que le Moyen-Orient, comme la Syrie et l'Irak. En d'autres termes, la Russie et Poutine essayent aujourd'hui de suivre le modèle de restauration du pouvoir qui existait sous l'URSS. Par conséquent, les pays membres de l'Union, selon leur version, devraient être sous leur contrôle.

Mais l'Ukraine a choisi la voie de l'intégration européenne, ce qui est d'ailleurs fixé dans notre Constitution, mais en aucun cas un retour à l'URSS?

Selon la Russie, les États-Unis, l'Union européenne, la Turquie, la Chine, le Japon, le Brésil, l'OTAN et d'autres acteurs internationaux devraient être d'accord avec leur désir de contrôler l'Ukraine. Pour y parvenir, le Kremlin renforce sa ressource militaire, notamment nucléaire, pour atteindre le niveau des États-Unis. Dans cette situation, la Russie parie sur elle, démontrant ouvertement ses possibilités. En premier lieu, elle souhaite montrer qu'elle a un fort potentiel militaire, qu'elle est prête pour une action militaire à grande échelle et qu'elle dispose déjà d'armes hypernucléaires, qui ne sont actuellement disponibles qu'en Russie et aux États-Unis. Le Kremlin spéculé sur la disponibilité de telles armes et donne des



messages forts, en particulier lors de réunions avec Trump, Biden et d'autres dirigeants mondiaux. C'est pourquoi les Américains et les Européens le respectent.

Les Russes ont aussi beaucoup d'influence sur les Européens. En particulier grâce au gaz et au pétrole. La matière première stratégique est le titane. Il est nécessaire aux géants, dont les fabricants d'armes. C'est-à-dire que la Russie a une position stratégique forte. Cependant, dans cette situation, nous voyons à quel point la Russie viole le droit international ainsi que les droits de l'Homme. Le Kremlin est cynique à propos de l'Ukraine, menant des opérations militaires, annexant des territoires, etc. La Russie aimerait toutefois que les États-Unis et l'OTAN acceptent un certain statu quo, que la Crimée leur appartienne et qu'une guerre civile se déroule dans le Donbass. En réalité, l'Est de notre pays est utilisé par le Kremlin comme un moyen pour déstabiliser l'Ukraine et l'Europe. Des guerres de l'information sont également menées dans ce cadre.

La Russie aime montrer sa puissance au monde...

Le Kremlin agit de manière globale. Il voit que l'Europe et l'Amérique réagissent vivement – ce sont des opérations militaires, ils mènent donc activement des exercices en Russie, ainsi qu'en Biélorussie et en Crimée. L'année dernière, la Russie montrait déjà ses muscles et sa force, mais le président américain a mis en garde contre un tel scénario et en a parlé avec Poutine. Dans le

même temps, Poutine a également besoin de telles négociations, qui sont très importantes pour la Russie. Je pense que le leader du Kremlin démontre sa force pour, avant tout, nous obliger, ainsi que les partenaires dont cela dépend, à ne pas formaliser notre position sur l'intégration européenne et l'adhésion à l'OTAN.

En raison de la réticence de la Russie à l'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne, Poutine pourrait-il ouvrir un conflit militaire ?

L'un des scénarios de la Russie pour déstabiliser la situation en Ukraine est militaire. Leurs troupes militaires peuvent entrer soit dans une région spécifique, comme le Sud-Est, soit sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine. C'est possible s'ils voient que la situation est déséquilibrée dans cette zone et que le pays est ingérable. À cet égard, notre autorité politique doit harmoniser la société en l'unissant. Ainsi, il faut défendre clairement nos positions, tant diplomatiques qu'économiques, énergétiques, financières et de défense avec l'ensemble de nos partenaires européens.

Nous observons la Russie manipuler le monde, créant des conflits gelés en Ukraine et en Abkhazie. Dans quel pays européen Poutine peut aggraver le conflit, à votre avis ?

Pour le moment, je vois que Poutine peut revendiquer l'ensemble de l'Ukraine grâce au changement de direction politique. C'est l'un des scénarios sur lesquels ils travaillent activement.

Le Kremlin dit depuis longtemps qu'il a un scénario dans lequel il doit passer non seulement par le sud-est, mais jusqu'en Galicie. Nous avons toutefois un fort soutien de l'OTAN et d'un certain nombre de pays puissants de ce bloc. En cas d'agression militaire ouverte, ils ne se comporteront plus de manière neutre et ne se limiteront pas à exprimer leur inquiétude.

À votre avis, la société russe est-elle mentalement prête pour une guerre ouverte avec l'Ukraine ?

La plupart de la société russe et les représentants des différentes régions seront extrêmement préoccupés par une telle évolution des événements. Cela sera perçu négativement par leurs citoyens et ils pourraient se soulever contre Poutine, qui a seulement 56% d'adhésion au maximum. La situation n'est pas calme là-bas. Il existe également de nombreux scénarios négatifs en politique, même dans le grand secteur oligarchique, il y a beaucoup d'insatisfaits.

Après tout, de gros montants d'argent sont sous le contrôle des services de renseignement occidentaux et des principaux renseignements financiers. C'est plus de 250 milliards d'argent russe contrôlés par les services de renseignement des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d'autres pays. C'est un autre levier d'influence sur la Russie qui peut servir d'argument dans les négociations. Nous devons, avec nos partenaires européens, développer un scénario pour la défense de l'Ukraine. Et nous devons évidemment consolider nos alliés.

On peut même proposer à Poutine des scénarios pour sortir de la situation actuelle, afin qu'il prenne en compte les intérêts de l'Ukraine en premier lieu. Dans une certaine mesure, cela coïnciderait



avec les intérêts de la Russie. Il faut faire comprendre à la Russie que la guerre est une situation désastreuse pour tous.

Vous avez déjà mentionné que les guerres de l'information étaient un outil russe très efficace. Ce sont ces troupes qui "préparent" moralement la société, notamment européenne, aux actions illégales du Kremlin"...

Tout d'abord, la Russie possède un modèle extrêmement puissant de guerre hybride de l'information. Les forces de renseignement russes ont choisi la position de l'attaque. Leur concept est de faire la guerre, accusant tous les autres pays d'être agressifs envers la Russie, bien que ce ne soit pas vrai. Le Kremlin utilise cet argument, blâmant tout le monde sauf lui-même. Nous, ainsi que les Européens, pensons que les ressources d'information devraient être utilisées pour permettre le développement du monde pacifique et non de la guerre.

Après tout, pourquoi l'Ukraine et l'Europe ne s'opposent-elles pas à ces guerres de l'information?

La Russie finance ses ressources informationnelles bien mieux que les Européens. Personne en Europe n'investit des ressources publiques dans des campagnes d'information et de sensibilisation, en particulier contre d'autres pays. La Russie investit. Ils disposent d'une ressource puissante et gratuite au détriment des dollars pétroliers, des projets de gaz, des minéraux, etc. Ce sont des millions de dollars.

Tous les médias russes sont financés par de grosses sociétés. Par exemple, Rosneft et Gazprom. Il est extrêmement difficile de gagner une guerre dans une telle compétition. La Russie envahit l'Europe, et pas seulement par les informations dont elle a besoin. Par exemple, je viens de visiter la France et l'Allemagne, et il n'y a pas de chaînes ukrainiennes là-bas, tandis qu'il y a trois chaînes russes.

En fait, la position ukrainienne n'est pas représentée dans ces pays.

Le résultat est un énorme pouvoir financier et d'information, les services spéciaux de la Fédération de la Russie ayant une bonne expérience de la gestion, y compris dans les guerres de l'information.

Non seulement les Russes utilisent ouvertement leurs propres ressources d'information, mais ils mobilisent également des capitaux étrangers pour soutenir le Kremlin. Cela peut permettre la présentation de la Russie non pas en tant qu'agresseur, mais en tant qu'un pays prêt à prendre des mesures constructives. Il est donc difficile de leur résister, mais c'est nécessaire!



AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS: LA RUSSIE SE PRÉPARE-T-ELLE VRAIMENT À ENVAHIR L'UKRAINE?

La première accumulation importante des troupes russes aux frontières orientales de l'Ukraine a eu lieu en mars 2014. "En rapport avec la déstabilisation de l'Ukraine", la Russie a mené une formation urgente dans les régions de Koursk, Belgorod, Rostov et Briansk, occupant la Crimée dans le même temps. Après ces manœuvres dans les régions frontalières de l'Ukraine, ils ont commencé à réaffecter des bases militaires abandonnées depuis l'époque soviétique. Ainsi, le contingent sur le potentiel "front ukrainien" a commencé à croître (trois nouvelles divisions de fusiliers motorisés ont été déployées dans trois régions frontalières avec un emplacement permanent près de l'Ukraine). En été 2014, ces troupes ont été partiellement déployées lors des combats dans le Donbass, leurs compositions sont devenues une ressource pour l'armement des "milices" des républiques autoproclamées.

Tant en 2014 que dans es qui ont suivi, les services de renseignement de l'OTAN et ukrainiens ont averti d'une possible invasion russe dans des zones en dehors du Donbass. Différentes directions de l'attaque militaire ont été citées. La première est le "corridor" du sud de Marioupol à Odessa, qui priverait l'Ukraine d'un accès à la mer et résoudrait le problème

de l'approvisionnement en eau douce de la Crimée. La deuxième : une campagne à Kharkiv, au Dni-pro et à Zaporijia, qui emporterait une part importante du potentiel scientifique et industriel de l'Ukraine. Et enfin, l'invasion de la partie nord de Tchernihiv (en même temps que celle de la Biélorussie) qui serait le chemin le plus court vers Kyiv et la clé de l'occupation à minima de la rive gauche de l'Ukraine et qui amènerai au retour à la carte du XVIII siècle.

Selon le lieutenant-général Mikhaylo Zabrodsky, ancien commandant des troupes d'assaut qui est aujourd'hui le député du peuple de la "Solidarité européenne", quatre composants sont importants pour la guerre moderne: celui de l'information, de la politique, de l'économie et du militaire. Si on considère la situation actuelle à la frontière russo-ukrainienne, les plus visibles sont le militaire (accumulation de troupes) et l'information.

Le degré de propagande a un peu diminué sur les chaînes télévisées russes après la victoire de Volodymyr Zelenskyi aux élections présidentielles. Cependant, lorsqu'il a commencé à s'éloigner de la rétorque pacifique, les appels à la nécessité de la "libération de l'Ukraine du régime fasciste" ont repris la force. Si on regarde quelques émissions les plus populaires en Russie, on n'a pas de doutes quant au fait que les citoyens russes sont en train



**STEPAN NAZARENKO,
JOURNALISTE
UKRAINIEN,
PUBLICISTE**

de se préparer moralement à la nécessité de la guerre contre l'Ukraine. Les motifs sont toujours les mêmes : empêcher le développement de l'OTAN, défendre la population des russophones, établir la justice historique vis-à-vis du "peuple uni". Si l'on imagine que demain les troupes russes reçoivent l'ordre de passer la frontière ukrainienne, l'opinion publique en Russie sera déjà prête

et la plupart de la population approuvera cette décision du pouvoir (de la même façon que pendant l'occupation de la Crimée ou de la guerre en Géorgie en 2008).

En ce qui concerne la composante militaire elle-même, le groupe de troupes russes près de la frontière ukrainienne représente environ 100 000 personnes. C'est à peu près le même nombre qui a été concentré en avril 2021 lors de l'aggravation de la situation. En avril et maintenant, l'explication de Moscou était la même: nous déployons des troupes sur notre territoire là où nous le pensons nécessaire, nous ne préparons pas une invasion de l'Ukraine. Evidemment, ces affirmations ne rassurent personne. Les renseignements occidentaux, les centres analytiques indépendants et les médias informent constamment sur la possibilité d'une nouvelle onde d'agression russe contre l'Ukraine. Une étude récente de la Conflict Intelligence Team indique que la Russie mobilise cette fois des troupes lentement mais plus secrètement (la plupart des circulations ont lieu la nuit), mais l'accumulation de matériel militaire est difficile à expliquer par le réarmement des unités stationnées à la frontière. Selon les analystes, la Russie pourrait accumuler suffisamment de troupes pour une invasion aux frontières de l'Ukraine au début de l'année prochaine.

Kyrylo Boudanov, le chef de la direction générale des renseignements du ministère de la Défense ukrainienne est du même avis. D'après lui, la Russie pourrait commencer l'attaque en janvier-février 2022. La composante militaire sera prête d'ici-là. "La Russie prépare une attaque qui est anticipée par une série d'opérations psychologiques qui sont déjà mises en place, dans le but de déstabiliser l'Ukraine et de compromettre sa capacité à se défendre, incluant les protestations contre la vaccination du Covid-19

et le "Vagnergate". "Ils ont envie de raviver les agitations grâce aux protestations et meetings qui démontrent que la population est contre le gouvernement", a déclaré Boudanov dans une interview du Military Times.

Le nombre de troupes n'est pas assez important pour l'invasion (dans ce sens-là la Russie a toujours un avantage important). Le casus belli – la raison de la guerre, voilà ce qui est important. Les officiels russes du Ministère des affaires étrangères tel que Sergii Lavrov répètent assez souvent ces derniers temps leur thèse sur "les provocations de l'OTAN en Ukraine". Par cela, le Kremlin comprend des exercices conjoints dans la mer Noire ou l'utilisation de drones militaires ukrainiens Bayraktar par les soldats ukrainiens. Il en résulte que toutes les manœuvres communes, l'acquisition et l'utilisation de l'armement "made in" pays de l'OTAN pourront être considérés par la Russie comme une "agression occidentale", l'invasion sera donc liée à la "prévention des plans surnois de l'OTAN". En fait, une situation similaire a eu lieu dans l'histoire récente de l'Union Soviétique: l'intervention des troupes militaires en Afghanistan en 1979 a été expliquée par la nécessité d'avancer sur les Américains. Mais un argument plus persuasif pour la nouvelle phase de la guerre pourrait être plutôt la déstabilisation de l'intérieur de l'Ukraine, dont Kyrylo Boudanov a parlé. Des émeutes importantes peuvent créer un motif informatif non négligeable – l'Ukraine a de nouveau une crise politique, donc Moscou vient la "sauver".

Par contre, aller vérifier si c'est le véritable Vagnergate qui en est la cause a peu d'importance. De vraies révoltes séparatistes semblables à celles de 2014 sont aussi peu probables, car les services spéciaux ukrainiens ont déjà appris la contre-attaque dès leurs débuts.

L'argument économique de l'agression pourrait être le fait que le système de transport de gaz ukrainien arrête de jouer un rôle stratégique dans l'export énergétique russe. Ce serait alors un motif de moins pour empêcher l'invasion. Cependant, le gazoduc North Stream-2 n'est pas encore mis en exploitation. Il est peu probable que l'agression contre l'Ukraine facilitera le début de ce projet, par conséquent le groupement des troupes militaires pourrait être juste "le jeu de musculation" dans les négociations commerciales pour l'export du gaz en Europe.

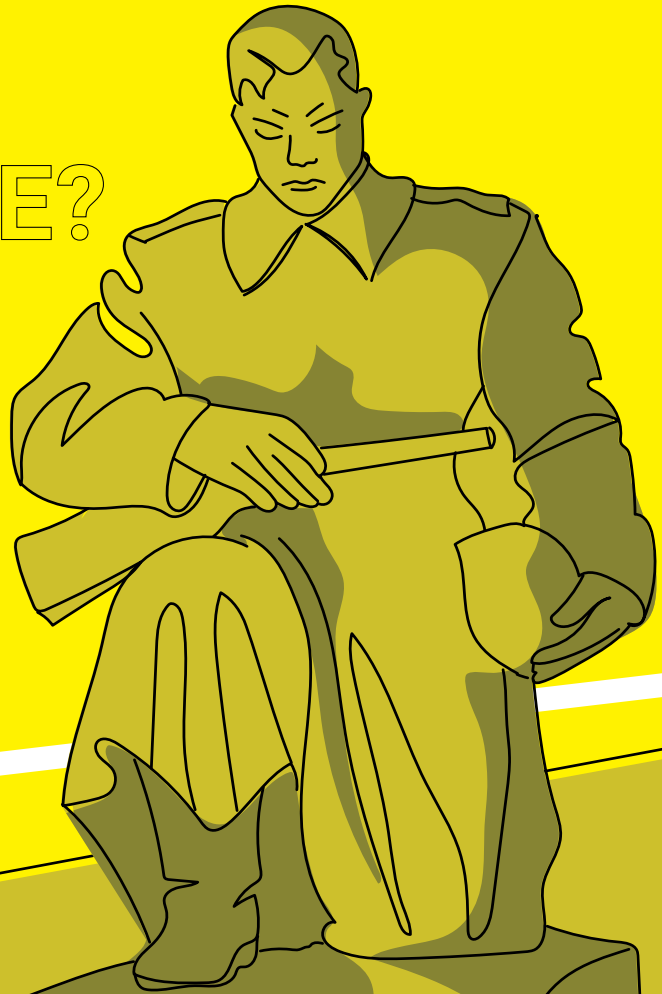
On peut donc constater que parmi les quatre composants de l'invasion russe, seulement deux ont une réelle portée: le militaire et l'information. Ceux politique et économique restent peu élaborés. Néanmoins, le regroupement des troupes militaires et l'armement vers les frontières ukrainiennes représentent un moyen de vérification de l'implication des partenaires ukrainiens dans leurs possibilités d'aider le pays en cas de l'agression russe. La réaction des Etats Unis, du Canada et de la Grande Bretagne ont montré que ces pays ont tiré des conclusions de l'année 2014 et sont prêts à prendre des actions plus décisives ainsi que de renforcer la capacité de défense de l'Ukraine. Paris et Berlin restent plus modérés dans leurs estimations, mais parlent tout de même de l'inadmissibilité de la continuation de l'agression et des nouvelles sanctions en cas de développement des exactions russes.

Si le regroupement des forces militaires russes est un nouveau moyen de "jouer sur les nerfs" ainsi que de mobiliser le système BARS (la composition d'armée de réserve), ce sera encore une étape de la nouvelle guerre froide, qui pourra être accompagnée périodiquement de provocations et conflits d'une petite intensité, ainsi que des actions de combats actuelles dans le Donbass.

PLAN OU
COÏNCIDENCE?

**PLAN OU
COÏNCIDENCE?**

PLAN OU
COÏNCIDENCE?



Quiconque ne soutient pas les vues et les actions du gouvernement russe est considéré par la Russie comme un ennemi de l'État. Le Kremlin est connu pour son soutien au meurtre de journalistes, d'hommes d'affaires et d'activistes qui dénoncent le gouvernement russe. Si la Russie traite ses propres citoyens de cette façon, qui ne serait pas considéré comme un ennemi pour Moscou en cas d'invasion de l'Ukraine? Et qu'arriverait-il à ceux en Ukraine qui ont peut-être déjà été identifiés comme "ennemis" par le Kremlin?

Récemment, l'organisation Stopfake a rappelé dans un de ses articles que Poutine peut organiser une "Srebrenica ukrainienne" dans le Donbass. "Le Kremlin a organisé une recherche des civils tués afin de jouer l'idée d'un nettoyage ethnique", a déclaré Stopfake[1].

En 2014, le soi-disant militant letton des droits de l'homme Einars Gaudins a montré au groupe de l'OSCE l'enterrement de masse de quatre cents civils et miliciens de Donetsk, qui auraient été tués par des "punisseurs ukrainiens"[2]. Le Kremlin a continué à utiliser cette fausse histoire dans sa propagande pour diaboliser les Ukrainiens. Ainsi, en avril 2021, Dmitri Peskov déclarait que "dans le Donbass il y a une menace d'une situation similaire à la tragédie de Srebrenica bosniaque"[3].

En 2017 et 2019, le Kremlin a déclaré qu'il était impossible de rendre le contrôle de la frontière à l'Ukraine, afin que Kyiv n'organise pas de nettoyage ethnique dans le Donbass.

Pourtant, c'est le Kremlin qui se prépare à des enterrements de masse dans des fosses communes.

Le 13 septembre 2021 on a adopté le GOST (norme de l'état) 42.7.01 – 2021 "Défense Civile, Enterrement immédiat des cadavres en temps de guerre et en temps de paix". Ce GOST devrait entrer en vigueur le 1er février 2022[4], et selon certaines sources, le 2 janvier 2022[5]. Fait intéressant, ce n'est pas le premier document d'instruction sur la façon d'organiser les "fosses communes". Ainsi, par exemple, le 31 mars 2021 a vu le jour la résolution № 0495 / 18-03 du district municipal de Tchekhov de la région de Moscou sur l'organisation de l'enterrement urgent de cadavres en temps de guerre et dans les situations d'urgence à grande échelle. En outre, en Crimée, une résolution a été publiée sur l'enterrement urgent de cadavres en temps de guerre sur le territoire du village Vorobyevsky du district de Saki de la République de Crimée[6]. Ces résolutions établissent des commissions funéraires spéciales.

Mais le facteur décisif est que maintenant, que les "commissions" ont été créées et que les premiers pas ont été faits vers la mise en œuvre pratique des enterrements de masse dans plusieurs villes, le GOST russe est en train d'être introduit. On peut supposer que le Kremlin a été poussé à une telle décision par la pandémie, mais la pandémie dure depuis deux ans, et il n'est pas nécessaire de creuser des fosses communes pour cela.

Alors, à quoi le Kremlin se prépare-t-il exactement?

[1] <https://twitter.com/StopFakingNews/status/1464670358657650697>

[2] <https://maxpark.com/community/5512/content/3020837>

[3] <https://ria.ru/20210409/donbass-1727519101.html>

[4] <https://www.mchs.gov.ru/uploads/document/2021-11-24/e0da15f4ca7e5cf789ccdb0ca7fb4952.pdf>

[5] https://allgosts.ru/13/200/gost_r_42.7.01-2021

[6] https://rk.gov.ru/file/pub/pub_320474.pdf?1.0.41

ФЕДЕРАЛЬНОЕ АГЕНТСТВО
ПО ТЕХНИЧЕСКОМУ РЕГУЛИРОВАНИЮ И МЕТРОЛОГИИ



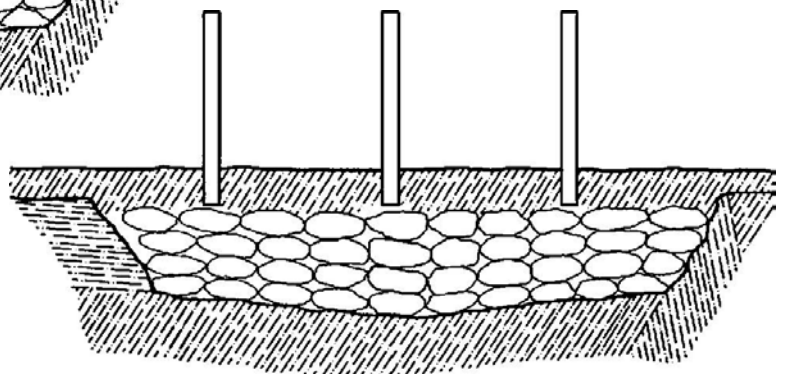
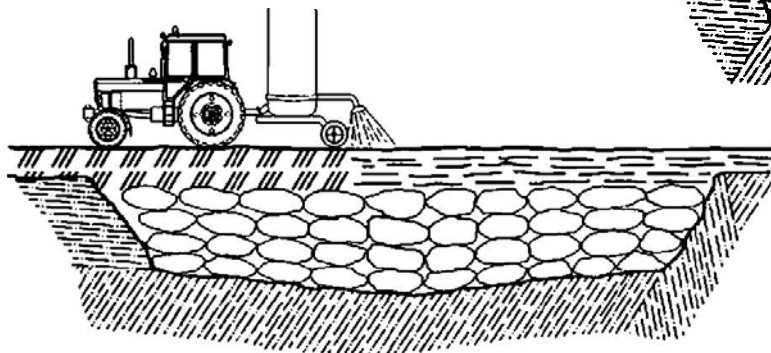
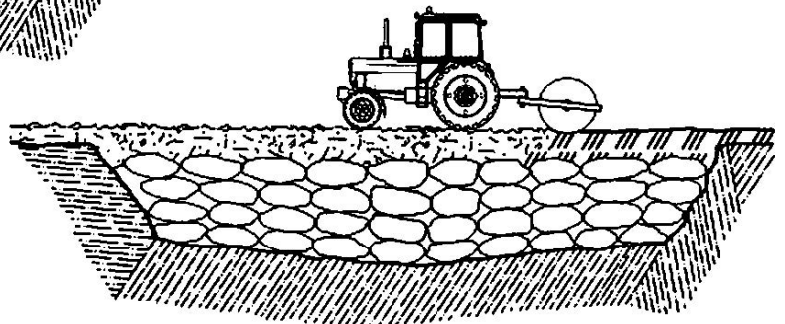
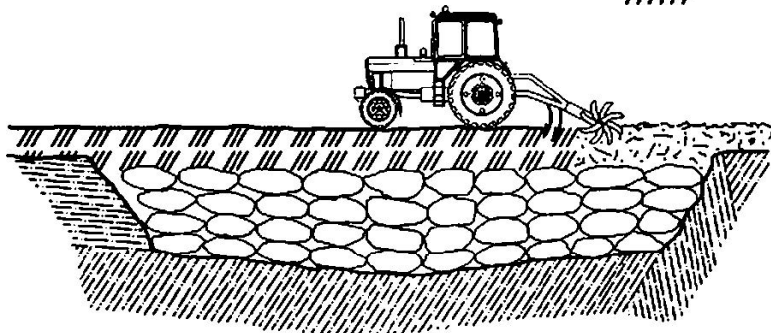
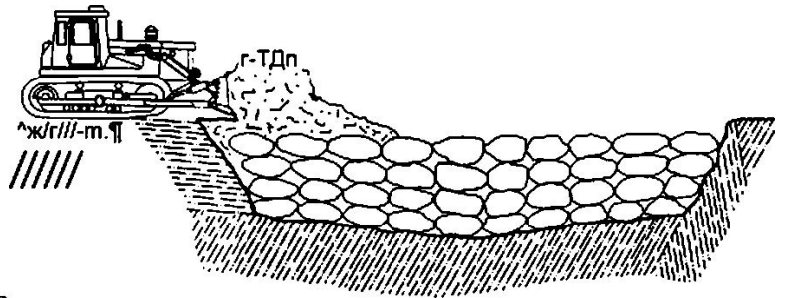
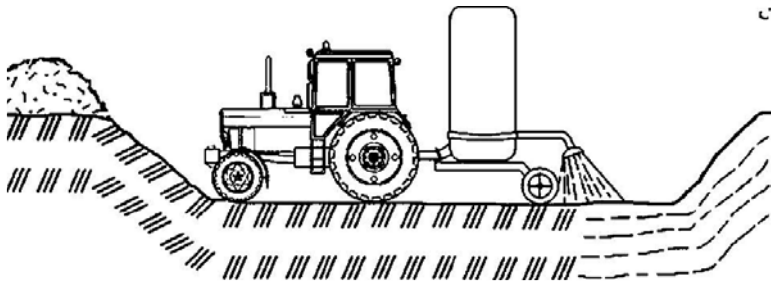
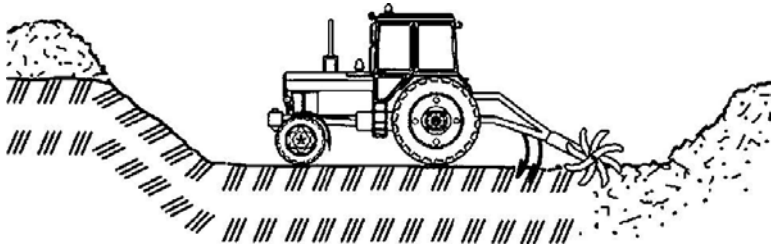
НАЦИОНАЛЬНЫЙ
СТАНДАРТ
РОССИЙСКОЙ
ФЕДЕРАЦИИ

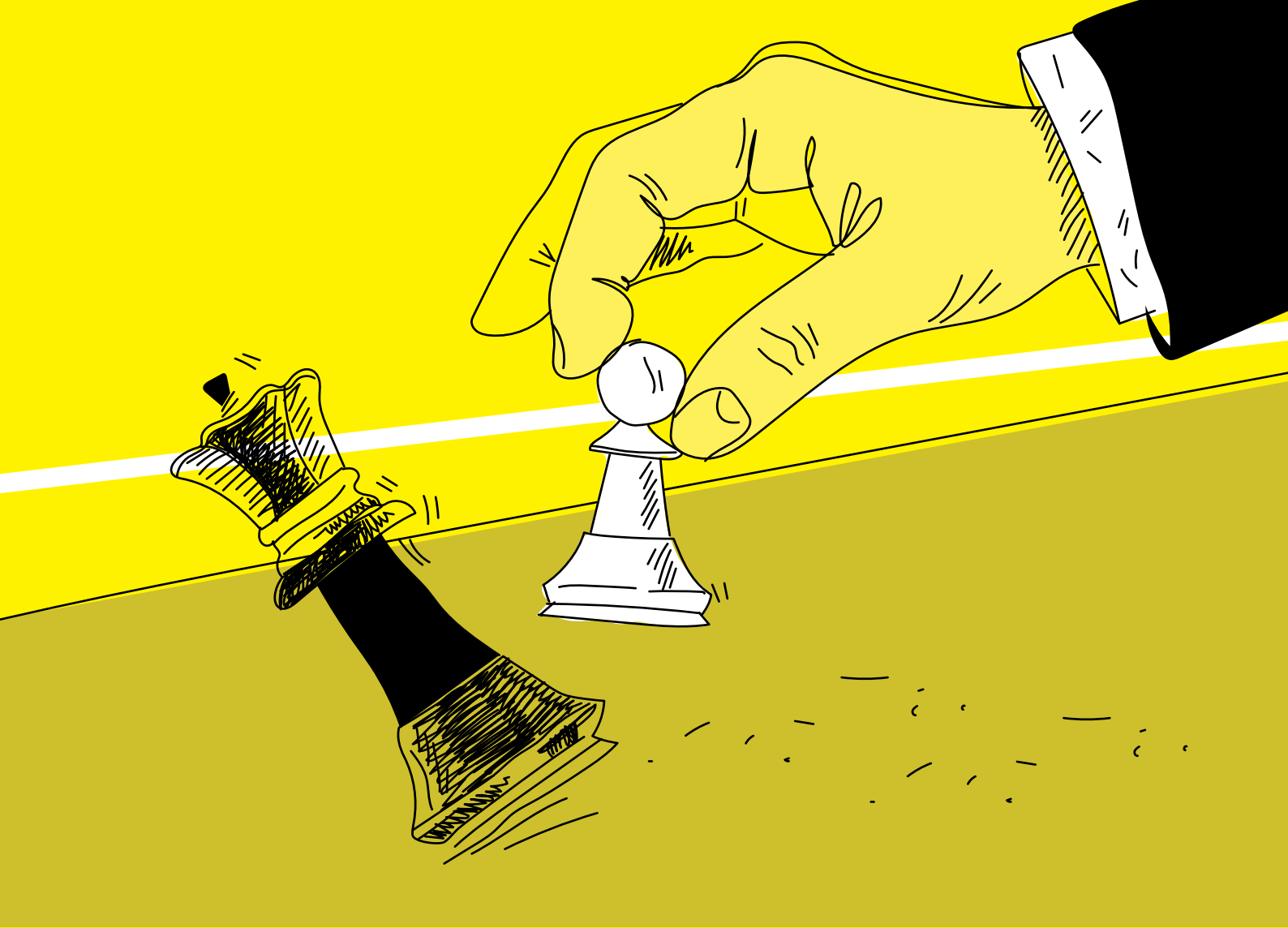
ГОСТР
42.7.01—
2021

Гражданская оборона
**ЗАХОРОНЕНИЕ СРОЧНОЕ ТРУПОВ
В ВОЕННОЕ И МИРНОЕ ВРЕМЯ**
Общие требования

Издание официальное

Москва
Российский институт стандартизации
2021





PARTIE D'ÉCHECS EN SIMULTANÉ

**OLEKSANDR
KRAIEV, DIRECTEUR
DU PROGRAMME
D'AMÉRIQUE DU
NORD AU "CONSEIL
DE POLITIQUE
ÉTRANGÈRE
"LE PRISME
UKRAINIEN"**



La Fédération de Russie continue de faire pression sur l'Ukraine et l'Occident. Ses objectifs sont connus de tous depuis longtemps - créer un état permanent de chaos contrôlé qui n'est pratique et compréhensible que pour elle. Et bien que nous comprenions les objectifs, nous essayons toujours de "lire" la stratégie de Moscou et d'en comprendre la clé - comment répondre efficacement à cette nouvelle réalité de confrontation ?

Échecs avec de nouvelles règles

Depuis le Moyen Âge, il est devenu populaire de comparer la stratégie politique et militaire aux échecs. On peut vraiment trouver beaucoup de points communs – un rythme graduel et lent, un ensemble de règles communes pour les joueurs, un champ de bataille ouvert. Les échecs, bien sûr, ont utilisé cette comparaison, adoptant les noms de personnages belliqueux "chevaliers", "évêques", "rois" et "reines".

Toutefois, la technologie et la politique ont subi certains changements depuis ces temps anciens. Aujourd'hui, si nous voulons nous en tenir à l'analogie avec les échecs, nous devons considérer la politique comme une partie en simultanée. Les planches se trouvent non seulement sur la table devant les grands maîtres internationaux, mais sont également placées dans tous les plans disponibles, réels et conventionnels. Et si nous parlons du match contre Moscou, alors que nous pensons avancer d'une case, le Kremlin commence à distribuer des cartes pour jouer le Fou (nom du jeu en russe).

Des menaces simultanées sur de nombreuses directions thématiques et narratives sont la stratégie actuelle de la Fédération de Russie. Le caractère multi-vecteurs des menaces créées ne doit pas permettre de répondre à chaque menace individuelle sans risquer de provoquer une escalade d'autres menaces. La diversité des menaces, quant à elle, ne permet pas d'unifier votre réponse et vous oblige à disperser vos ressources. Chaque menace individuelle peut être utilisée à tout moment comme une distraction pour une autre menace – car cela sera pratique pour l'organisateur de ce jeu du chaos.

Le principal problème d'un tel jeu géopolitique est en même temps le principal avantage de cette ap-

proche – la règle est qu'il n'y a pas de règle. Ce sont des approches flexibles et variées de l'utilisation des outils qui sont façonnées en fonction de la situation actuelle et dans chaque contexte spécifique. Essayons d'analyser ensemble plus finement la stratégie du Kremlin et de comprendre quelles règles il a prescrites pour cette crise.

Reine dans la manche

L'accumulation de troupes à la frontière avec l'Ukraine est devenue une innovation centrale pour les médias du monde au cours du mois dernier. Bien que les premiers rapports de connotations agressives de mouvements de troupes provenant des services de renseignement américains et britanniques aient été ignorés par l'establishment politique ukrainien, des préparatifs internes et externes complets pour une éventuelle invasion hivernale sont déjà en cours.

Dans le même temps, une autre situation s'est développée, qui à un certain moment a attiré à la fois l'attention des politiciens occidentaux et celle des cercles de journalistes – la crise des migrants du Moyen-Orient à la frontière de la Biélorussie et de la Pologne. La question des problèmes migratoires et de la responsabilité de leur situation humanitaire est devenue un stigmate de l'espace européen. Dans une large mesure, la création de cela a été faite par la Fédération de Russie, qui a gonflé sur le plan informationnel et économique la situation négative des migrants, en mettant l'accent sur les récits négatifs dont ils avaient besoin.

Il est rapidement devenu évident que la création de cette situation était un élément pour détourner l'attention de la concentration des troupes à la

frontière avec l'Ukraine. Mais ce ne sont que deux parties parmi une multitude de combinaisons politiques. Rappelons qu'à ce moment, soit le 16 novembre, l'armée russe détruit en orbite l'ancien satellite soviétique de type "Tsélina-D" à l'aide du dernier missile anti-satellite (ce pourrait être soit le système S-500 soit le système A-235 anti-missile stratégique) "Nudol" (les Russes n'ont pas divulgué tous les détails des tests). La destruction d'un satellite en orbite crée une véritable projection spatiale d'obus: chaque fragment d'un satellite qui se déplace en orbite terrestre devient une sorte de projectile cinétique capable d'infliger des dommages à d'autres objets spatiaux, y compris à la Station spatiale internationale, où se trouve actuellement l'équipage américain.

Deux jours plus tard, le 18 novembre, une nouvelle escalade du conflit du Haut-Karabakh a commencé, dans laquelle l'Arménie a fait tout son possible pour impliquer la Russie (qui, à son tour, a ignoré ses engagements avec l'OTSC). L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont mutuellement accusés de provocations, mais ce sont les Azerbaïdjanais qui ont immédiatement pris l'initiative tactique et ont pu étendre leur sphère d'influence et de contrôle dans les parties du Haut-Karabakh occupées par les Arméniens.

Ainsi, il y a deux situations qui doivent être couvertes, et deux situations qui les couvrent de manière informationnelle. Le premier groupe est l'accumulation de troupes à la frontière avec l'Ukraine et le refus d'aider son allié. Le second, provocateur et populaire dans les médias, est la destruction du satellite et la souffrance des migrants à la frontière polonaise.

Certaines questions nécessitent une approche stratégique de la part de Moscou pour leur mise en œuvre, tandis que d'autres visent uniquement l'agenda de l'information et se concentrent sur des sujets provocateurs et sensibles dans l'infosphère occidentale. L'extension de l'un des récits – par exemple, le renforcement des forces armées ukrainiennes face à la menace d'une invasion russe – a provoqué une pression accrue sur les migrants et un flot de contre-accusations de création d'une crise humanitaire. Dans cette démarche, la Russie a été soutenue autant que possible par le régime presque vassal du président autoproclamé de Biélorussie Alexandre Loukachenko, qui a ainsi permis de brouiller le champ subjectif du conflit et d'enlever une partie du coût réputationnel et informationnel sur la Russie.

Comment plonger le Kremlin dans une impasse?

Malheureusement, nous ne pouvons pas parler pour le moment de mettre le régime de Poutine en échec et mat. C'est une question de perspective stratégique et il y a encore de nombreuses parties distinctes à passer sur toutes les plateformes possibles. Pour l'instant, on peut s'attendre à arrêter la stratégie hybride de Moscou avec une série de contre-attaques et de mesures dissuasives qui créeront des conditions dans lesquelles la poursuite d'une telle stratégie n'apportera pas le résultat souhaité et son maintien sera déraisonnablement coûteux.

Quelles mesures doivent être prises? Tout d'abord, vous devez apprendre à réagir avec souplesse et non conventionnalité.

Les problèmes modernes ont besoin de nouvelles solutions. Les mesures standard pour imposer des sanctions, restreindre l'entrée à un événement, imposer des restrictions politiques aux contacts et aux nouveaux projets sont des outils de base qui devraient sans aucun doute rester l'épine dorsale d'un régime de confinement. Cependant, dès que notre adversaire change de tactique, nous ne pouvons pas nous fier uniquement aux anciennes mesures. Pourquoi ne pas, par exemple, essayer de soutenir les mouvements nationaux réprimés à l'intérieur de la Russie? Ou serait-il superflu de considérer la composante environnementale des projets énergétiques russes – non seulement le tristement célèbre Nord Stream-2, mais aussi le premier Nord Stream, le Yamal-Europe, et le South Stream? Moscou répondra-t-elle à la tentative de l'Occident de codifier et de mettre clairement en évidence tous les crimes de guerre du régime russe et de dresser une liste des criminels de guerre? Toutes ces étapes peuvent sembler petites, mais, dans le système, elles peuvent reproduire le niveau et la nature de l'attaque elle-même – et donc lui donner une réponse décente.

Deuxièmement, nous devons reprendre l'initiative. Certaines règles de combat sont transposées à tous les niveaux – du duel habituel de deux combattants en colère à une confrontation hybride entre les puissances mondiales. L'une de ces règles nous enseigne que pour gagner vous devez garder l'initiative entre vos mains et forcer l'ennemi à réagir à vos actions. Ainsi, l'ennemi fera ce dont vous avez besoin et il n'aura pas le temps d'élaborer une stratégie. Au début de l'année 2021, l'Occident, avec l'aide de mouvements géopolitiques actifs, de nouveaux exercices et une coopération accrue avec des alliés non membres de l'OTAN

et de l'UE, a pu saisir l'initiative stratégique et forcer la Russie à réagir aux nouvelles circonstances plutôt que de les créer.

Troisièmement, c'est l'unité. C'est une superpuissance que l'Occident et ses partenaires peuvent contrer avec presque n'importe quelle menace. Une partie importante des actions agressives de la Fédération de Russie vise précisément à détruire une position commune et à créer une alternative au sein de l'Occident – des alternatives russes, ultra-conservatrices et anti-occidentales. Par conséquent, la coopération politique, l'unité sur les questions fondamentales ou encore une position coordonnée dans les situations de conflit deviendront la base pour répondre aux menaces hybrides de notre temps.

Dans la situation des conflits modernes, la chose la plus importante pour la victoire est de maintenir sa propre compréhension de la réalité. La compréhension multiforme de la réalité est utilisée par les autocrates et les opposants aux démocraties pour déformer l'essence des concepts et soutenir leur propre agressivité. C'est l'agression actuelle de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et contre nos partenaires occidentaux. Et ce n'est qu'en comprenant la vraie réalité de ce qui se passe et en ayant le courage et la coordination de répondre à ces menaces que nous pourrons gagner cette guerre moderne.



Ukraine **NOW**

de

WWW.UKRAINENOW.DE

**ALL INFORMATION ABOUT UKRAINIAN
INITIATIVES, PROJECTS AND EVENTS
IN GERMANY.**

**SINCE 2016 WE INFORM DAILY ABOUT
CONFERENCES, EXHIBITIONS, DISCUSSIONS,
LITERATURE MEET-UPS AND BOOK RECOM-
MENDATIONS IN GERMAN AND UKRAINIAN.**

facebook | 

PROACTIVITÉ ET CHANGEMENT DE MENTALITÉ POUR L'UKRAINE

**OLEVS NIKERS,
PRÉSIDENT DU
FONDS DE SÉCURITÉ
BALTE [1]**



La Russie doit faire face à de réelles conséquences si elle dirige ses forces contre l'Ukraine.

La concentration de l'armée russe à la frontière est une cause très sérieuse de profonde préoccupation pour la communauté internationale et l'OTAN. Il s'agit de la deuxième concentration importante et inhabituelle de troupes russes dans la région au cours de la dernière année. Nous voyons des chars russes, des unités d'artillerie, des drones et des systèmes d'armes électroniques, ainsi que des unités prêtes au combat. La concentration actuelle des troupes russes est similaire à ce qui s'est passé en avril, lorsque la Russie a concentré environ 100 000 soldats à la frontière avec l'Ukraine.

L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN et n'est pas couverte par des accords de défense collective, mais l'Alliance doit envoyer un signal clair à la Russie montrant que l'OTAN est là pour protéger et défendre tous les Alliés. Il y a aussi des messages assez forts que l'Ukraine elle-même peut envoyer à la Russie.

En février 2014, la Russie a occupé la péninsule ukrainienne de Crimée. Depuis avril 2014, des militants, des saboteurs et des soldats des unités régulières russes soutenus par Moscou occupent de vastes zones dans les régions de Lougansk et de Donetsk, se trouvant dans l'est de l'Ukraine. Plus de 13 000 personnes ont été tuées dans ce conflit dans l'est de l'Ukraine et près de trois millions ont fui ce territoire.

Pour punir la Russie de l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation de l'est de l'Ukraine, l'UE, les États-Unis et d'autres pays occidentaux ont imposé des sanctions contre de nombreux responsables russes, des personnes proches du Kremlin et des secteurs comme la finance, la défense, l'énergie et autres de la Russie.

Dès les premiers mois du conflit, lorsque l'invasion russe de la péninsule de Crimée s'est étendue à l'Ukraine continentale, la communauté internationale était suffisamment consciente du rôle du Kremlin et a imposé des sanctions à Moscou. Pendant ce temps, la Cour pénale internationale de La Haye a reconnu en 2016 l'implication de la Russie dans les hostilités dans l'est de l'Ukraine, à la suite de quoi la Russie s'est retirée de la Cour pénale internationale. Comme l'a noté D. Peskov, même un simple dialogue entre des responsables russes et ukrainiens est problématique si les positions

des deux parties concernant la nature du conflit sont si différentes. Il semble que Poutine ne soit pas du tout intéressé à trouver un compromis et à résoudre le problème avec l'Ukraine, mais cherche de tout cœur à le maîtriser. Ceci est clairement confirmé par les commentaires de Poutine lui-même et d'autres hauts responsables russes.

Comment se protéger de quelqu'un qui refuse de reconnaître le monde?

De nombreux commentateurs et analystes disent qu'avec l'escalade actuelle du conflit, Poutine veut offrir toutes les options possibles dans ses jeux de confrontation avec l'Occident. Ces options, entre autres, devraient inclure une grande guerre conventionnelle en Europe.

Quelles sont les options pour l'Ukraine et l'Europe elle-même ? Les réponses possibles incluent: "ne rien faire", en respectant les "droits de la Russie" dans son "voisinage"; démontrer de "graves conséquences" pour la Russie en durcissant les sanctions contre Moscou, et plus récemment, utiliser la force de réaction rapide de l'OTAN si la Russie lance une invasion militaire contre l'Ukraine.

Toutes ces opportunités signifient fondamentalement rester assis et ne rien faire ou attendre calmement le nouveau comportement de la Russie. N'est-ce pas trop luxueux quand le statut d'État de l'Ukraine, la sécurité régionale et la paix en Europe sont en jeu?

Nous ne parlerons pas maintenant d'un nouveau plan d'action révolutionnaire, mais présenterons des opportunités théoriques qui, au moins conceptuellement et stratégiquement, permettront à l'Ukraine de suivre les "options" pour la Russie.

Soyons honnêtes sur le fait que le dirigeant russe peut considérer les États-Unis comme l'acteur le plus

[1] www.balticsecurity.eu

fiable avec des capacités de combat sérieuses en Europe, mais il doit également y avoir une grande tentation de défier cette autorité sur les motifs actuels, surtout compte tenu des succès relatifs dans le conflit avec la Géorgie (2008) et tout ce qui "se passe" en Ukraine depuis 2014. Toutes les étapes nécessitant une réaction "inévitabile" et des conséquences "dévastatrices" pour la Russie de la part des autorités européennes et transatlantiques sont en fait déjà brillamment contournées par la Russie, qui ne reçoit en retour que des "cacahuètes" qui sont jetées au visage de Poutine avec quelques sanctions économiques et "des discussions dures". Des principaux dirigeants occidentaux, dans le même temps poursuivent d'importants accords gaziers et autres contrats pour l'Europe occidentale. Cela incite Poutine à penser que dans la vraie vie, il n'y aura aucune conséquence, aucune résistance réelle et violente, aucune action concrète qui arrêtera l'agression.

Bien que les forces européennes et de l'OTAN soient beaucoup plus fortes et plus capables que l'armée russe, la faiblesse des communautés européennes et américaines, qui se manifeste par des divergences politiques, un commandement et un contrôle faiblement centralisés et plutôt fragmentés, et des intérêts économiques dépassant les valeurs idéologiques, ne sont que quelques exemples qui permettent à Poutine de poursuivre la deuxième ou la troisième étape de sa politique agressive en Europe de l'Est, et il serait vraiment difficile de dire quand et où les appétits commenceront à s'estomper. Une grande guerre en Ukraine serait quelque chose qui intéresserait énormément les généraux de l'armée russe afin d'augmenter leur expérience de combat, et l'armée ukrainienne est un adversaire tout à fait égal, compte tenu des opérations dans l'est de l'Ukraine.

Demandons-nous, est-il possible de donner à la Russie quelque chose, comme une idée qui lui ferait repenser sérieusement ou abandonner complètement la menace d'une invasion militaire de l'Ukraine?

L'une de ces options proactives est de montrer la capacité de la nation à tout faire pour défendre son pays. Elle doit faire preuve d'une volonté, d'une cohésion et d'une capacité évidentes à agir non seulement sur le mode de réaction, mais aussi à être plus proactive dans la réflexion et l'action qu'on n'attend pas d'elle. À cet égard, l'un des meilleurs exemples de l'histoire récente est l'État d'Israël, dont l'héroïsme et le leadership de la nation lors de la guerre des Six Jours de 1967 ont jeté des bases solides pour l'État israélien. Dans les relations internationales, une frappe préventive est une action militaire entreprise par un pays en réponse à une menace d'un autre pays afin d'empêcher le pays menaçant de réaliser sa menace. Avant l'attaque militaire d'Israël, l'Égypte a déclaré une politique d'hostilité envers Israël; a amené ses forces armées à une préparation au combat maximale; a expulsé les forces d'urgence de l'ONU de la zone frontalière du Sinaï; a renforcé ses troupes à la frontière avec Israël; a annoncé la fermeture du détroit de Tirana aux navires israéliens et a conclu des accords de soutien mutuel avec l'Irak, la Jordanie et la Syrie.

Théoriquement et en pratique, on peut observer de nombreux parallèles possibles avec le conflit russe et ukrainien.

Dans le cas de l'Ukraine, le concept de "guerre préventive" et son contenu n'est pas tant un plan d'action urgent, mais un redémarrage de la vision du monde.

Quelque chose à dire, sinon à faire, en termes d'opération militaire et ce qu'il faut vraiment faire pour renforcer la capacité de résistance de l'Ukraine.

La situation actuelle avec la pression russe sur l'Ukraine m'a rappelé une conversation il y a quelques années à Washington DC, lorsque j'ai discuté avec un représentant de la communauté des groupes de réflexion sur les options pour les États baltes et la Lettonie en cas d'une croissance militaire russe et d'une menace imminente pour notre sécurité nationale, étant donné que toutes les troupes sont stationnées à Pskov - dans le district militaire occi-

dental de la Russie. "Pourquoi ne pas lancer une frappe préventive sur les unités de Pskov, si vous voyez qu'elles sont sur le point d'attaquer?" - m'a-t-on demandé. J'ai juste souri à ça. C'est, pour ainsi dire, une approche très extrême, surtout compte tenu de la taille de l'armée lettone, ou de toutes les armées baltes réunies. Par exemple, du point de vue d'une opération militaire en ce moment, cela semble "un peu irréaliste", mais il y a quelque chose de convaincant dans l'ensemble du concept et de la façon de penser, si vous osez envisager une telle stratégie.

Cela vous oblige à penser différemment, et d'une manière ou d'une autre, vous vous retrouvez en dehors du "piège" tendu par l'ennemi lorsque vous commencez à agir de manière proactive. Tout comme le petit et jeune État d'Israël en 1967, lorsqu'il a mis en œuvre l'idée plutôt "absurde" d'une opération militaire contre l'Égypte, réalisant la menace imminente pour la sécurité nationale d'Israël en raison des preuves disponibles, et a porté le premier coup à un ennemi beaucoup plus fort et à tous ses alliés. Cela ne signifiait pas qu'ils réussiraient nécessairement, mais c'était un signal clair au monde que cette nation allait tout faire pour survivre.

Pour l'Ukraine moderne et dans la situation actuelle à laquelle elle est confrontée, le concept de "prévention" doit être considéré plus largement. La stratégie militaire, la planification et les opérations, le commandement et le contrôle, le leadership politique et la résilience sociale de l'Ukraine doivent "dépasser" tout ce que les stratèges russes considéreront comme des maillons faibles de la chaîne. L'Europe et les États-Unis sont prêts à aider pour mener à bien cette mission avec des conseils et les moyens nécessaires. S'il s'agit d'une opération militaire, la Russie doit considérer la guerre sur son territoire comme une option réelle si elle commence une invasion militaire conventionnelle à grande échelle contre l'Ukraine.

LE PLAN MALVEILLANT DE POUTINE CONTRE L'UKRAINE: FACTEURS FAVORABLES ET ENTRAVES

Parmi les experts en sécurité, politiques et économiques (surtout en énergie), il ne fait aucun doute que la récente accumulation militaire de la Russie à la frontière avec l'Ukraine vise à faire avancer le sinistre programme du Kremlin. La différence de pensée tient à l'échelle, aux moyens, au temps et à la géographie. L'intention de Poutine est de frapper lorsque la communauté internationale et l'Ukraine elle-même sont les plus vulnérables et les moins préparées à résister. Cependant, le moment où cette "tempête parfaite" atteint son apogée pour permettre à la Russie de passer à l'offensive dépend de nombreux facteurs. Vous trouverez ci-dessous un bref aperçu des principaux événements nationaux et internationaux qui pourraient soit délier les mains de Poutine, soit contrecarrer sa "blitzkrieg", du moins dans un avenir prévisible.





**MARINA YAROCHEVITCH,
MEMBRE PROMOTE
UKRAINE**

Evolution de la situation en Ukraine et soutien extérieur

Il est difficile pour l'économie ukrainienne de rester à flot et d'aider les citoyens à survivre à la crise économique croissante. La nécessité de consacrer les ressources à la préparation militaire et l'instabilité politique liée aux problèmes du système de santé conduisent à l'appauvrissement des citoyens, à la désorientation et à l'augmentation des craintes pour l'avenir. Evidemment, la Russie est à blâmer pour le début de tous ce processus, du moins pour avoir mis la pression sur les points faibles et déformé la gravité de la situation, ce qui l'aggrave encore. L'Ukraine, affaiblie intérieurement, a moins de chances de contrer efficacement un ennemi extérieur. C'est la raison pour laquelle les autorités ukrainiennes recherchent activement l'assurance d'une assistance complète de la part des États étrangers et des organisations internationales. Cependant, au lieu de renforcer la position ukrainienne et donc de contenir la Russie, cela conduit au contraire : Poutine a récemment

déclaré inacceptable la présence militaire de l'OTAN sur son flanc oriental et l'entraînement des alliés et des forces armées ukrainiennes, car il y voit la véritable intégration militaire ukrainienne dans la structure de l'Alliance. Une rhétorique aussi intransigeante empêche l'Occident de prendre des engagements forts et concrets, car il ne veut pas combattre la Russie, même indirectement, en équipant simplement l'Ukraine. La déclaration du secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg, qui déclare que l'Alliance n'est pas obligée de défendre l'Ukraine, fait partie d'une série de déclarations confirmant l'opinion ci-dessus. En conséquence, les événements nationaux en Ukraine, ainsi que le soutien incertain de ses partenaires internationaux, ont ouvert la voie au comportement provocateur de Moscou.

Saga avec "Nord Stream-2" au bord du dénouement (mise en service)

Le gazoduc "Nord Stream-2" est certainement l'un, sinon le principal, facteur influençant les plans d'invasion de Poutine. L'objectif principal du gazoduc était de contourner l'Ukraine en transitant du gaz vers l'UE, malgré son manque de justification économique et logistique. Sa construction s'est achevée en septembre 2021, et s'il est certifié par les régulateurs, il causera non seulement des milliards de dollars de pertes à Kyiv, mais éliminera également la dernière "pierre d'achoppement" pour Moscou dans l'attaque contre l'Ukraine. L'espoir que la communauté internationale ne permette pas cela n'est pas encore mort, mais s'estompé chaque jour. L'administration Biden, qui a commencé à travailler lorsque le "Nord Stream-2" était achevé à 95 %, a remplacé ses efforts pour annuler le projet par des tentatives d'atténuer les risques si Poutine

continuait à utiliser des approvisionnements en gaz comme armes. Maintenant, la décision appartient au Congrès, qui a de nouveau imposé des sanctions en tant qu'amendements à la loi annuelle sur les permis de défense nationale. S'ils sont annulés, alors tous les leviers d'influence dans cette situation seront à nouveau en Europe. En Allemagne, l'ancienne administration Merkel travaille à la mise en service du gazoduc "Nord Stream-2", à un moment où la future Ministre des Affaires étrangères Burbock envoie des signaux indiquant que son cabinet ne répondra pas aux exigences de la Russie. Cependant, le problème n'est toujours pas résolu et dépendra en grande partie de la dynamique politique intérieure de l'Allemagne, ainsi que de tout développement concernant l'engagement de la Russie à se conformer à la loi antitrust de l'Union européenne et aux restrictions réglementaires. Si aucune concession n'est faite par le régulateur européen, et que le Kremlin, à son tour, ne fait pas assez pour "dégrouper" Gazprom (en distinguant le propriétaire du gazoduc et le propriétaire du gaz qu'il transporte), alors on peut parler d'un confinement temporaire de l'offensive russe. Cependant, si Poutine trouve astucieusement des moyens de surmonter les obstacles à la certification du "Nord Stream-2", alors les avertissements concernant le jeu musclé de Moscou cesseront d'être une simple menace politique et se transformeront en intervention militaire.

Nouvelle vague de crise migratoire et Anschluss progressif de la Biélorussie par la Russie

Le président autoproclamé Loukachenko cause des maux de tête à l'UE depuis plusieurs années consécutives.

Cependant, sa récente "escorte" soutenue par la Russie de migrants d'Afrique et du Moyen-Orient, qui sont arrivés en Biélorussie par voie aérienne, directement vers les frontières terrestres extérieures de l'UE, présente un nouveau niveau de danger. Malheureusement, l'expérience montre que les États membres de l'UE ne parviennent toujours pas à une compréhension commune de la manière de traiter les migrants illégaux, les réfugiés et les demandeurs d'asile et de répartir le fardeau de la migration de manière équitable, modérée et efficace. Par conséquent, même un nombre relativement faible de migrants (par rapport à 2014-2015) provoque de fortes tensions non seulement parmi les pays sous pression, mais aussi parmi le reste du bloc de l'UE. Tout d'abord, une telle incohérence au sein de l'UE détourne son attention ; deuxièmement, cela montre un manque d'unité qui fait le jeu de Poutine, et troisièmement, cela permet à Loukachenko de montrer sans vergogne son véritable engagement politique. On a l'impression qu'il s'est longtemps tenu à l'écart des influences extérieures, mais maintenant il semble devenir peu à peu la marionnette de Poutine et accepte l'Anschluss de Biélorussie par la Russie, en témoignent les nombreux exercices militaires bilatéraux et la fusion du potentiel des deux forces armées. En outre, Loukachenko a récemment annoncé la reconnaissance de facto et de jure de la Crimée comme territoire russe et a clairement indiqué qu'il combattrait aux côtés de la Russie dans une guerre potentielle avec l'Ukraine. Tous ces événements montrent que la Russie ouvre un deuxième front dans la lutte contre l'Ukraine avec l'aide de la Biélorussie, tandis que l'UE s'efforce d'unir ses actions contre les problèmes migratoires récurrents.

La politique étrangère américaine s'affaiblit, c'est ce que la Russie utilise

Finis le temps où la communauté internationale levait des coupes de champagne pour célébrer l'élection de Biden à la présidence. Dès le départ, il est devenu évident que le nombre, l'ampleur et la diversité géographique des problèmes ne permettait pas aux États-Unis de les résoudre de manière adéquate. La volonté de Biden d'établir des "relations hostiles prévisibles" avec Poutine pour ouvrir la voie à la lutte contre les menaces géopolitiques de la Chine était non seulement hâtive, mais complètement erronée. Ses nouvelles erreurs de calcul sur le retrait des troupes d'Afghanistan, ses tentatives de renouer les relations avec l'Iran pour l'empêcher de développer des armes nucléaires et son obsession malsaine pour la solution du problème israélo-palestinien fondé sur le principe de deux États ; tout cela crée toutes les conditions préalables pour que Poutine se frotte les mains. Pour Moscou, les actes sont sans doute plus éloquentes que les mots. Ainsi, ni l'envoi du directeur de la CIA Burns à Moscou, visant à empêcher la Russie d'envahir l'Ukraine, ni les déclarations publiques du secrétaire d'État Blinken en marge du sommet de l'OTAN n'ont jusqu'à présent atteint leur objectif. Au contraire, la planification d'un deuxième sommet américano-russe est susceptible de servir de "feu vert" à Poutine pour passer à la concrétisation de son programme avec les "préoccupations profondes" de l'Occident et, surtout, des États-Unis. Si les États-Unis veulent vraiment dissuader la Russie, ils doivent agir de manière préventive et ne pas se contenter de parler durement avec le chef autoritaire de la Russie alors qu'il planifie une attaque massive à la vue de tous.

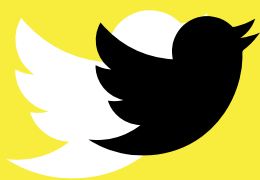
Autres développements internationaux qui sont un sujet de grave préoccupation

Si seulement il était possible de limiter les défis et les menaces en réduisant leur nombre et leur ampleur. Mais malheureusement, ce n'est pas le cas. La Chine menace de s'emparer de Taïwan (où, soit dit en passant, la plupart des semi-remorques sont produits pour être utilisés dans le monde entier) ; Israël se prépare soit à frapper préventivement ses ennemis qui cherchent à le détruire, soit au moins à se défendre et à repousser les agresseurs du Moyen-Orient et au-delà ; il y a une menace croissante de déstabilisation d'un nombre toujours plus important d'États au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Amérique latine, etc. Ensemble, cela rend la situation dangereuse dans le monde entier. Et bien qu'aucun cas particulier ne soit une incitation ou une raison suffisante pour que Poutine envahisse l'Ukraine, une combinaison d'au moins quelques événements désastreux peut "paralyser" l'Occident collectif.

La seule conclusion est que toute aggravation de la situation fait le jeu de Poutine et lui permet d'avancer politiquement, économiquement et militairement, sapant les démocraties occidentales avec l'Ukraine en tête. Pour éviter que le pire ne se produise, il faut agir avant qu'il ne soit trop tard, à savoir mettre fin au "Nord Stream-2", fournir à l'Ukraine, en plus des ressources financières et techniques supplémentaires, une assistance militaire préventive et prendre des mesures plus décisives sur d'autres crises, au moins dans la région du voisinage de l'UE, afin d'exclure la possibilité d'attaques du Kremlin de plusieurs flancs à la fois.

The Future is Europe!

**Follow us for analysis
and info on Ukraine
and Eastern Europe**



**@Promote
Ukraine**

**Promote
Ukraine**

ROLAND FREUDENSTEIN: "POUTINE RESSENT LA FAIBLESSE DE L'OUEST"

ENTREVUE

*Roland Freudenstein, vice-président du groupe de réflexion Globsek, estime qu'il s'agit plus d'une manœuvre psychologique que d'une préparation à la guerre. Dans une interview avec Sofia Shevchuk pour **Brussels Ukraïna Review**, il discute des sanctions qui seraient plus douloureuses pour la Russie et de ce que l'Union européenne et l'OTAN pourraient faire pour soutenir plus efficacement l'Ukraine dans la situation actuelle.*



Washington et Kyiv déclarent que la Russie renforce son potentiel pour une attaque contre l'Ukraine, Moscou nie son plan d'invasion. Pensez-vous que la situation sera dangereuse cette fois-ci?

Ce printemps, c'était déjà dangereux. La plupart disent que cette fois-ci c'est même plus dangereux car la Russie a installé une infrastructure ce printemps sur la frontière ukrainienne, maintenant il ne reste qu'à accumuler des troupes militaires. La Russie nie l'attaque – c'est le comportement habituel d'un attaquant. Je ne pense pas que Poutine planifie une attaque- cela dépendra également du comportement de l'Ukraine et de l'Occident, en priorité de l'UE, des Etats-Unis et de l'OTAN. Moi, personnellement, je pense que ce n'est pas une préparation à la guerre, mais plutôt un manœuvre psychologique qui ne veut pas dire que Poutine n'attaquera jamais.

Son premier plan est d'accroître la tension militaire pour atteindre son objectif politique. Ce but politique se compose de plusieurs aspects :

- garantir que l'Ukraine ne rejoindra jamais l'UE et l'OTAN
- forcer l'Occident à mettre la pression sur l'Ukraine pour l'exécution de l'accord de Minsk-II dans son interprétation russe (la fédération, les élections dans les républiques populaires), sans l'exécution de sa partie par la Russie.
- le but psychologique, identique à celui du printemps : le plus souvent la Russie concentre son armée sur la frontière ukrainienne et puis rien ne se passe, la probabilité que dans le futur quelqu'un se sente obligé de résister diminue.

Actuellement, le Kremlin voit évidemment une porte d'opportunités: les Etats-Unis s'occupent de leurs problèmes intérieurs, Biden est un leader faible aux yeux de Poutine à cause de l'Afghanistan; le nouveau gouvernement allemand a déjà signalé qu'il se comportera de façon critique envers

la Russie, mais il n'est pas prêt aux actions militaires telle qu'un redéploiement. On appelle cela parler à haute voix mais porter un petit bâton. C'est un mix dangereux. Je crois que Poutine ressent la faiblesse de l'Occident.

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a dit : "Nous appelons la Russie à être transparente, à faire baisser la tension et tendre à la désescalade. L'OTAN continue à surveiller et à faire parvenir un soutien politique et pratique à l'Ukraine". L'OTAN doit-elle / peut-elle montrer plus d'efforts pour protéger son partenaire, l'Ukraine?

L'OTAN c'est l'ensemble des pays-membres, c'est une organisation inter gouvernementale. Je crois que l'Occident et les Alliés doivent répondre immédiatement aux menaces russes par le renforcement de leur soutien en Pologne et dans la région de la mer Noire. Tout a commencé au printemps quand les Etats-Unis ont accueilli la présence

de militants nucléaires en Pologne en réaction au renforcement de la concentration de l'armée russe sur la frontière ukrainienne en avril. En quelques jours l'armée russe a commencé à se retirer: Cependant, c'était la décision des Etats-Unis et pas de l'OTAN. De plus, certains membres de l'alliance ne veulent pas le développement de la guerre à l'Est: c'est une soi-disant coalition du "Drapeau Blanc" (Italie, France et Allemagne). Donc, l'Amérique doit prendre la responsabilité pour sa propre initiative.

En outre, l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, donc ne fait pas la partie de l'article 5. L'OTAN n'a, par conséquent, pas le droit de protéger l'Ukraine. L'Ukraine n'a même pas de plan d'actions concernant son adhésion à l'OTAN car aux yeux des autres cela pourrait provoquer une réaction militaire encore plus puissante de la part de la Russie. Cependant, il y a des choses qui doivent être faites sans l'application de l'article 5, telles que les livraisons d'armes, les exercices militaires, les missions de formation – qui ont déjà lieu en Ukraine et ont un effet dissuasif. On peut affirmer que les sanctions occidentales ont mis un terme à la nouvelle escalade en 2014. Marioupol est toujours une ville libre, probablement grâce aux sanctions imposées à l'époque.

Stoltenberg devrait parler le langage de la désescalade (selon les Alliés), mais le souligner constamment n'est pas la bonne approche, à mon avis. Rappelons-nous que l'approche de l'Occident pendant la guerre froide était, et est encore aujourd'hui, une défense puissante, une forte dissuasion et un encouragement au dialogue avec l'Union soviétique dans le passé et aujourd'hui avec la Russie. Le fait est que si vous voulez dissuader – l'OTAN doit à un moment donné être en mesure d'aggraver délibérément la situation. Il est également nécessaire de le communiquer

de manière précise à l'adversaire. Le problème avec la "désescalade avant tout" est que la dissuasion devient plus faible. Par conséquent la Russie peut penser que l'OTAN est incapable de faire la dissuader d'agir. Donc, si j'étais Stoltenberg, je présenterais un mélange bien équilibré entre un engagement de défense par une voie militaire, l'indépendance politique de l'Ukraine (c'est-à-dire une escalade si nécessaire) et la volonté de dialoguer (dans le cadre de la désescalade).

En 2014, l'Union européenne a condamné l'annexion de la Crimée et imposé des sanctions à certains citoyens et entreprises russes. L'Union européenne peut-elle faire plus s'il y a une menace réelle d'attaque russe contre l'Ukraine?

L'UE peut faire des choses beaucoup plus douloureuses que de juste imposer des sanctions contre les oligarques, dont la liste compte actuellement environ 300 citoyens. Par exemple, en coopération avec les États-Unis - exclure la Russie du système SWIFT. De plus, les sanctions personnelles contre l'ensemble de l'élite de dirigeants russes peuvent être considérablement renforcées, par exemple l'interdiction du support de visas pour les autorités et leurs familles, ainsi que la détention de leurs avoirs dans les banques occidentales pourraient être implémentées. Chaque fois que des démocrates russes sont condamnés pour leurs activités démocratiques et civiques, le juge doit figurer sur la liste des sanctions, selon la soi-disant version européenne de la loi Magnitsky.

Quant à Nord Stream 2, la suspension du certificat par une agence de réseau allemande est considérée comme un acte politique. Je ne suis pas sûr qu'il y ait un argument politique ici – c'était une erreur technique juridique de la part de la Russie, bien que l'UE ait intérêt à arrêter l'utilisation du gazoduc Nord Stream-2.

Je suppose que le gouvernement allemand peut accepter de soumettre le flux de gaz à travers Nord Stream 2 à des sanctions, à condition que la situation en Ukraine empire. De cette manière, le gaz via Nord Stream 2 peut être utilisé comme un outil de réflexion politique.

Le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE ont déclaré qu'il y aurait de graves conséquences pour la Russie si elle envahissait l'Ukraine. Mais nous avons vu qu'à l'époque Moscou n'a pas écouté ces déclarations. La diplomatie européenne devrait-elle devenir plus agressive envers des pays comme la Russie?

La Russie a écouté le langage de l'UE sur les sanctions en 2014, comme je l'ai mentionné plus tôt – c'est pourquoi les troupes russes se sont arrêtées devant Marioupol – en raison des sanctions contre l'élite, les entreprises et les responsables gouvernementaux. Il n'y a aucune preuve ou réfutation de ce fait, mais il est possible de supposer que la Russie était préoccupée par de nouvelles sanctions et c'est pourquoi elle s'est arrêtée. Je ne reconnais pas le fait que les dirigeants de plusieurs États membres et institutions de l'UE disent constamment que nous devons reconstruire des relations avec la Russie, comme l'ont déclaré le président Macron et Mogherini, l'ancien haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Je pense que cette approche est contre-productive. Si nous ne parlons que du dialogue, nous affaiblissons notre force de dissuasion.

QU'EST-CE QUI EN FAIT UNE MENACE? L'UKRAINE? OU BIEN UNE GUERRE AUTRE OU BIEN UNE TOUTE AUTRE MANOEUVRE?

Qu'est-ce que l'augmentation des troupes russes à la frontière ukrainienne? À quoi ressemblera la guerre si elle se produit? Que se cache-t-il derrière la crise frontalière polonaise et comment l'Occident se prépare-t-il à aider l'Ukraine? L'UE peut-elle soutenir l'Ukraine face à une escalade de la crise énergétique? Le magazine "Brussels Ukraina Review" a posé ces questions très difficiles aux députés européens, aux politiciens d'Ukraine et de Biélorussie, ainsi qu'aux experts de pays occidentaux et ukrainiens.





**WITOLD WASZCZYKOWSKI,
DÉPUTÉ EUROPÉEN DE
POLOGNE (GROUPE DES
CONSERVATEURS ET RÉ-
FORMISTES EUROPÉENS),
PRÉSIDENT DE LA DÉLÉ-
GATION UE-UKRAINE AU
PARLEMENT EUROPÉEN,
ANCIEN MINISTRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
POLONAIS**

Des milliers de migrants près de la frontière polonaise avec la Biélorussie ne sont pas une crise frontalière polonaise. Il s'agit d'une attaque hybride de Loukachenko à la frontière de l'UE, non seulement à la frontière de la Pologne, mais aussi de la Lituanie et de la Lettonie. De plus, ce ne sont pas seulement les frontières de l'UE, mais aussi les frontières de l'OTAN. Loukachenko utilise les migrants et les induit en erreur en leur disant qu'à travers la Pologne, ils peuvent accéder à l'Allemagne ou plus loin à l'Ouest, où ils peuvent s'installer légalement et bénéficier d'avantages sociaux. Ils ne sont pas informés que le franchissement de la frontière avec la Pologne est toujours

illégal sans visa polonais. Ainsi, ils devront demander l'asile et rester dans un camp de réfugiés en Pologne, conformément au droit de l'UE.

Maintenant, tout le monde en Europe se demande ce qui se cache derrière les actions de Loukachenko. Nous supposons que c'est le scénario de Poutine. L'une des raisons est que Poutine utilise les migrants pour entamer des négociations sur cette affaire avec l'Europe - si les négociations commencent entre la Biélorussie et l'UE, alors Loukachenko devra être officiellement reconnu comme président de la Biélorussie. Après cela, les sanctions précédemment imposées à Loukachenko seront levées.

Deuxièmement, il pourrait s'agir du soi-disant "camouflage" - pour couvrir les actions qui se déroulent en Ukraine, notamment la concentration de troupes russes à la frontière ukrainienne. Pendant que nous serons occupés par la Biélorussie, Poutine lancera une attaque contre l'Ukraine. Les deux scénarios peuvent être vrais et se produire en même temps.

La situation actuelle est parfaitement choisie puisque l'UE et les Américains sont occupés par la politique intérieure. Il y a donc un vide dans l'arène internationale que Poutine peut combler par ses actions.

Il existe un modèle selon lequel les Russes utilisent la période actuelle de l'année - lorsque le reste du monde passe son temps en vacances d'hiver. C'est un bon moment. Je ne pense pas que Poutine ait besoin d'une guerre à grande échelle - Il ne peut pas se permettre d'occuper toute l'Ukraine et de la justifier devant le monde. Il veut un anti-Maïdan. Il veut forcer les autorités ukrainiennes à dépenser de l'argent pour la sécurité et la défense, pas pour des réformes internes, qui sont

nécessaires pour le peuple et qui sont très coûteuses - afin que les Ukrainiens se lassent du gouvernement actuel, qui se concentre sur la défense plutôt que sur les réformes intérieures. Ainsi, il espère que les Ukrainiens finiront par changer de gouvernement.

Cela ne signifie pas qu'un certain type de conflit mineur ne se produira pas. Poutine veut créer un corridor terrestre qui relierait le Donbass et la Crimée, de sorte que certaines villes, comme Marioupol, pourraient être en danger. Une autre option est de couper l'Ukraine de la mer Noire, et Odessa serait alors en danger. Les ukrainiens pourraient être mécontents des autorités, qui n'ont rien fait pour protéger les territoires ukrainiens, si de telles actions sont prises. Ensuite, les ukrainiens seraient à nouveau déçus par l'intégration euro-atlantique, le manque de soutien et d'assistance de l'UE et de l'OTAN, et pourraient ainsi changer le cours de l'intégration européenne au profit de la Russie.

C'est un modèle typique pour la Russie de tout bouleverser. Ils aiment blâmer les autres au lieu d'expliquer leurs propres actions, comme la concentration des troupes. Ils accuseront les responsables de la sécurité ukrainiens et le gouvernement, ainsi que les États membres de l'OTAN et de l'UE, de leurs actions dissuasives et expliqueront que la Russie a simplement réagi et défendu la minorité russe en Ukraine - si cela se produisait.





**RASA JUKNEVIČIENĖ,
EUROPÉENNE DE
LITUANIE (GROUPE
DU PARTI POPULAIRE
EUROPÉEN), VICE-
PRÉSIDENT DE LA
SOUS-COMMISSION
SUR LA SÉCURITÉ
ET LA DÉFENSE
DU PARLEMENT
EUROPÉEN, MINISTRE
DE LA DÉFENSE DE
LITUANIE 2008-2012**

Je prends cette situation très au sérieux. Bien sûr, personne ne sait ce qu'en pense Poutine. Mais j'ai du mal à croire qu'il puisse recourir à de telles absurdités et déclencher une autre guerre à grande échelle en Ukraine.

D'une part, nous ne savons pas à quoi vont aboutir les tensions actuelles, mais d'autre part, nous savons avec certitude que la Russie a déjà utilisé les concentrations de troupes dans le passé comme instrument de pression sur l'Ukraine et l'Europe. Il est très probable que la Russie essaiera à nouveau d'utiliser la présence militaire accrue et la peur comme principaux atouts pour faire avancer ses propres intérêts géopolitiques et économiques.

A en croire les chaînes de désinformation russes, le principal objectif du Kremlin est d'empêcher l'Ukraine de recevoir une invitation à rejoindre l'OTAN. C'est leur plus grande peur. Poutine, avec une persistance paranoïaque, essaie de ramener l'Ukraine dans l'orbite de la Russie, car il comprend que l'empire du Kremlin est impossible sans l'Ukraine. Mais l'idée que les Ukrainiens puissent être "ramenés" par la force sous la domination russe est l'énorme erreur de Poutine.

Constatant la puissante orientation pro-occidentale de l'Ukraine, Poutine estime qu'il a besoin de plus de poids pour nous empêcher de considérer même l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine comme une réelle opportunité. C'est maintenant le bon moment pour créer un tel levier supplémentaire: le monde est saisi d'incertitudes liées à la pandémie de covid, à la hausse des prix, à l'inflation élevée, à l'instabilité économique, etc. Les actions de la Russie visent à accroître activement les tensions existantes, à enraciner un sentiment de peur et d'insécurité. Ce n'est pas seulement l'accumulation de puissance militaire qui est utilisée. Aujourd'hui, nous avons entendu dans les journaux le nombre croissant de tirs d'artillerie sur la ligne de front dans le Donbass. Au cours des derniers mois, nous avons connu des attaques hybrides de Loukachenko à la frontière avec la Lituanie et la Pologne.

Toutes ces actions visent à accroître la pression sur l'UE, l'OTAN et l'Ukraine. Et nous devons les prendre au sérieux. En tant qu'UE, nous devons maintenir une position unie et ne pas subir de chantage. Nous devons agir activement et en avance et renforcer la coopération avec nos partenaires en Ukraine. L'une des choses concrètes que nous pouvons faire est de "faire nos devoirs" et d'être prêts à fournir des outils de soutien tangibles lors du sommet du partenariat oriental, qui se tiendra en décembre de cette année.

Je ne peux pas parler au nom de l'ensemble de l'UE ou de l'OTAN, mais le Parlement européen a exprimé une position très claire sur l'agression et l'intervention russes. Nous ne nous faisons aucune illusion sur les intentions du régime Poutine. Cette conclusion peut également être tirée du dernier rapport sur l'orientation des relations politiques entre l'UE et la Russie, qui, en septembre de cette année, a reçu un large soutien de tous les groupes politiques.

L'UE a également pris des mesures préventives, en durcissant les sanctions contre les membres de l'élite russe liée au Kremlin et en offrant un soutien plus profond à l'opposition démocratique russe. La récente décision d'attribuer à Alexei Navalny le prix Andrei Sakharov pour la liberté d'esprit souligne cette position.

En dehors des mesures concrètes que l'UE a déjà prises pour contenir les actions agressives de la Russie, l'Union européenne continue de soutenir l'Ukraine en termes d'assistance pour élargir les opportunités, renforcer la coopération économique, apprendre des expériences des uns et des autres pour contrer la désinformation russe, et plus encore.

Un soutien encore plus fort est fourni par les gouvernements des différents pays. L'un des exemples les plus significatifs est l'Accord de partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Ukraine, signé en septembre de cette année. Il s'agit d'un accord majeur couvrant un large soutien dans tous les secteurs clés, de la sécurité et de la défense à la démocratie et à la réforme des droits de l'homme ou aux réformes du développement économique. Le soutien de certains pays se fait également sentir au sein de l'Union européenne. Par exemple, la Lituanie a toujours soutenu l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine et a déjà fourni une assistance militaire et institutionnelle pour mettre en œuvre les réformes nécessaires.

Enfin, la semaine dernière, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le secrétaire général de l'OTAN Jan Stoltenberg se sont rencontrés lors d'une visite conjointe en Lituanie. Il s'agit de la première réunion de ce type dans l'histoire. Le choix de la Lituanie pour accueillir cette réunion est en soi un signal tangible, qui indique que tant l'UE que l'OTAN prennent la situation dans la région très au sérieux. Dans le même temps, la réunion conjointe en Lituanie a démontré que l'UE et l'OTAN agissent comme un seul front puissant à la lumière des défis de sécurité posés par la Russie. Le secrétaire général de l'OTAN a commenté la situation à la frontière russo-ukrainienne, soulignant le soutien de l'alliance à l'Ukraine.

Si vous regardez le Parlement européen, une position claire a déjà été formulée. En témoigne le soutien massif au rapport sur l'orientation des relations politiques entre l'UE et la Russie. Boris Johnson a présenté sa position au bon moment, appelant clairement à une action qui peut être développée davantage dans le cadre de la coopération existante entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

L'annexion de la Crimée et le déclenchement de la guerre dans le Donbass sont des violations fondamentales du droit international. Si nous regardons la réaction de l'UE, il est très important que nous n'abandonnions pas. Nous devons poursuivre une politique de non-reconnaissance de l'annexion vis-à-vis de la Crimée, quelle que soit sa durée.

L'une des leçons que nous avons tirées de l'agression russe en Crimée et dans le Donbass est qu'il est impossible de négocier avec les autocrates. La seule langue qu'ils comprennent est la langue de la force. L'Europe ne doit pas se faire l'illusion qu'un nouveau cycle de négociations améliorera la situation.

Au lieu de cela, nous devons penser plus géopolitiquement dans tous les sens du terme. Il est grand temps que l'UE assume sa responsabilité géopolitique et fasse preuve de leadership dans le partenariat oriental. S'il est impératif de continuer à fournir le soutien existant et de s'appuyer sur les plateformes de coopération existantes, un véritable leadership de l'UE dans la région est impossible sans un appel fort et clair à l'intégration. C'est la seule action significative que nous pourrions ajouter à la boîte à outils de l'UE.

Je comprends que la pleine intégration euro-atlantique de l'Ukraine puisse encore prendre un certain temps, mais nous ne devrions pas avoir peur. L'Occident a eu peur dans le passé et Poutine en a profité. Il utilise des tactiques d'intimidation, sachant que la peur est une arme puissante.

Nous devons être courageux et offrir à l'Ukraine une voie claire vers l'intégration européenne. L'intégration européenne de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, le soi-disant "Trio associé" est le seul moyen de garantir le développement démocratique, la prospérité et la stabilité à long terme dans ces pays. Il n'y a pas d'autre alternative viable aux bénéfices que peut apporter l'intégration européenne. En outre, le succès de ces pays sur la voie de l'intégration européenne est quelque chose qui peut également avoir un impact positif sur la vo-

lonté du peuple russe de tourner son pays vers un développement plus ouvert et démocratique.

Aujourd'hui, de plus en plus souvent, on peut entendre des discussions sur les mécanismes vraiment nouveaux d'intégration progressive, comme la soi-disant "formule Prodi": "tout sauf les institutions". C'est ce que nous devons défendre maintenant, et pas seulement pour le bien de l'Ukraine, mais pour notre propre sécurité. Moins nous laissons de place aux effets néfastes des dictatures le long de nos frontières, plus nous serons en sécurité au sein de l'UE [1].

À l'heure actuelle, tous les membres de l'UE ne sont pas pleinement conscients des incertitudes énergétiques découlant de notre dépendance à l'égard de la Russie. Le Nord Stream-2 en est un excellent exemple. Mais la pipeline n'a pas encore été certifiée, ce qui signifie que nous avons encore le choix. L'UE dispose de quelques outils: tous les États membres sont tenus de s'assurer que leurs projets énergétiques sont en totale conformité avec la législation européenne. Ceci s'applique également au Nord Stream-2. Actuellement, la certification de ce gazoduc auprès des autorités allemandes a été suspendue, mais même lorsqu'elle sera achevée, elle devra être vérifiée par la Commission européenne. En outre, La Commission européenne pourrait également lancer une enquête sur les actions de Gazprom visant à manipuler le marché énergétique de l'UE; Les députés ont déjà demandé à la Commission européenne une telle enquête.

[1] More on the idea here: <https://elpnariai.lt/en/eap-beyond-westlessness>

Pour que des mesures efficaces soient prises, nous devons être bien conscients que le lancement de Nord Stream-2 ne contribuera pas à notre sécurité énergétique. Au contraire: une dépendance accrue nous exposera à de nouvelles tentatives de chantage sale de la part de la Russie. La manipulation actuelle des prix, qui a conduit à une forte hausse des prix de l'énergie dans toute l'Europe, l'illustre bien. Pour beaucoup, cela a été un signal d'alarme: nos alliés commencent à se rendre compte que la Russie n'est pas un partenaire fiable pour répondre à nos besoins énergétiques.

Dans ce contexte, des déclarations comme celles de Boris Johnson sont à saluer. Il a raison: nous ne pouvons pas avoir les deux - et un soutien significatif pour la stabilité et la démocratie chez nos voisins, et faire des affaires "comme toujours" avec la Russie, en particulier dans des secteurs critiques tels que l'approvisionnement énergétique.

Cette thèse s'applique à la fois à l'Europe et à l'Ukraine. L'Ukraine doit diversifier ses approvisionnements énergétiques et réduire autant que possible sa dépendance vis-à-vis du transit du gaz russe. La dépendance vis-à-vis de la Russie est un point faible qu'aucun de nous ne peut se permettre, surtout à la lumière des tentatives croissantes de nous menacer en recourant à des attaques hybrides, en augmentant la présence militaire, en s'ingérant dans les processus politiques, etc.

Mon plus grand espoir est que la crise énergétique soit un "signal d'alarme" pour l'ensemble de l'Europe, l'incitant à affirmer sa responsabilité géopolitique et son leadership.



**ROBERT BIEDROŃ,
DÉPUTÉ EUROPÉEN
DE POLOGNE
(FRACTION SOCIALE-
DÉMOCRATE), CHEF
DE LA DÉLÉGATION
UE-BIÉLORUSSIE AU
PARLEMENT EUROPÉEN**

L'accumulation du nombre de troupes russes à la frontière avec l'Ukraine n'est pas un entraînement. Dans le cas d'exercices militaires, certaines règles et procédures s'appliquent, comme l'information préalable des partenaires. Dans ce cas, ça n'a pas été fait. Si la Russie utilise la force contre l'Ukraine, l'UE et l'OTAN doivent réagir rapidement et de manière cohérente. Nous ne pouvons pas devenir une marionnette entre les mains de Poutine, qui fait chanter l'Europe en interrompant les approvisionnements en gaz. On peut également supposer que la dernière guerre hybride de Loukachenko à la frontière avec la Pologne n'était que le début de quelque chose de beaucoup plus vaste dans l'esprit de Poutine. Nous devons toujours souligner que le soutien de l'OTAN à l'Ukraine ne constitue pas une menace pour la Russie.

**VIOLA VON CRAMON-
TAUBADEL, DÉPUTÉ
EUROPÉENNE
DE L'ALLEMAGNE
(FACTION VERTE),
VICE-PRÉSIDENTE
DE LA DÉLÉGATION
UE-UKRAINE AU
PARLEMENT EUROPÉEN**



L'a Russie utilise ici des tactiques d'intimidation classiques, que l'Union soviétique a également fréquemment utilisées. Cette tactique est relativement "bon marché" et vise à tester l'Occident. Nous avons déjà eu une situation similaire en avril 2021, lorsque la Russie a mobilisé environ 120 000 soldats près de la frontière ukrainienne et en même temps augmenté considérablement la quantité d'armes et d'autres équipements militaires dans la partie occupée du Donbass. Cependant, cette fois, la situation devient encore plus difficile à mesure que la dimension biélorusse s'ajoute et que le contrôle de la Russie monte. Par conséquent, l'une des considérations est que la Russie pourrait s'appuyer sur le fait que ces manœuvres militaires fréquentes conduiront à une sorte d'"usure", de sorte que l'attention de l'Occident sur de telles manœuvres pourrait diminuer, et le Kremlin

recevra théoriquement l'autorisation d'occuper davantage l'Ukraine, avec une résonance internationale et des conséquences minimales pour elle.

À ce stade, l'évolution des événements à la frontière orientale de l'Ukraine doit être surveillée attentivement et la menace potentiellement grave ne doit pas être ignorée. La coordination transatlantique est de la plus haute importance. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président du Conseil de l'UE Charles Michel, les chefs d'État et de gouvernements doivent personnellement dire à Poutine que de tels jeux sont dangereux et hautement contre-productifs. La cacophonie dans les institutions européennes doit être évitée à tout prix. Dans le même temps, l'UE devrait utiliser tous les moyens diplomatiques, par exemple en convoquant des ambassadeurs russes ou, si nécessaire, en renforçant les sanctions contre la Russie.

L'intégration de l'Ukraine dans les structures de sécurité transatlantiques est considérée comme la seule vraie solution, mais il existe divers problèmes au sein de l'OTAN, ce qui est donc pratiquement impossible.



**ROMAN LOZYSKY,
MEMBRE DU
PARLEMENT
UKRAINIEN**

Tout d'abord, il faut comprendre que les troupes russes sont toujours restées plus ou moins nombreuses à l'est. Les informations selon lesquelles elles sont plus nombreuses sont soit des informations de renseignement de nos services spéciaux ou partenaires, soit parfois des provocations spéciales de la Fédération de Russie afin de renforcer la position de négociation. Cela se produit souvent avant les forums internationaux ou la prise de décision. Il s'agit maintenant de Nord Stream et, à mon avis, la position de négociation américaine, qui appelle l'Allemagne à certifier le Nord Stream-2 comme arme d'agresseur et non comme outil économique, est l'une des raisons de l'augmentation des troupes russes sur la frontière ukrainienne. Nous ne pouvons jamais savoir quels sont les plans de Poutine, mais nous devons nous rappeler que la Russie peut attaquer à nouveau, à tout moment, à grande échelle.

En communiquant avec nos militaires, avec qui je passe du temps dans l'est plusieurs fois par an, je comprends qu'ils sont prêts: la combativité, le moral, les armes et les équipements sont modernisés. Cependant, l'armée de la Fédération de Russie est l'une des plus puissantes. Soyons donc réalistes: l'Ukraine ne pourra pas résister seule, ou elle aura de grosses pertes. Il faut donc, bien entendu, compter sur l'aide de partenaires: certains ont déjà manifesté leur soutien, y compris militaire, et certains n'utilisent que des outils diplomatiques.

Je considère cela non seulement comme une déclaration, mais aussi comme une position très forte. Boris Johnson a parlé sans équivoque de la Fédération

de Russie et il y a de nombreuses raisons personnelles à cela au Royaume-Uni. Par conséquent, je pense qu'à l'heure actuelle, la position de la Grande-Bretagne est l'une des plus claires en termes de soutien militaire à l'Ukraine.

Il me semble que l'UE n'en tire aucune leçon - elle réagit en fonction de la situation. A un moment ou à un autre il y a de l'intérêt: aujourd'hui c'est Nord Stream-2. Il y a aussi les intérêts des États, économiques, "sous la table" - ceux que nous ne connaissons pas. L'annexion par la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en Géorgie en 2008 n'a rien appris aux gens dans le contexte de l'agression russe en 2013-2014. Par conséquent, mon opinion n'est pas d'attendre les leçons d'histoire, mais de prendre une position ferme à un moment donné.

En fait, ni l'Ukraine ni l'Europe ne sont prêtes à une exacerbation de la crise énergétique. Après tout, notre crise énergétique est avant tout une crise des factures de services publics, de la hausse des prix et, par conséquent, une diminution du soutien au gouvernement actuel. Après tout, la hausse du coût des services publics affecte automatiquement la position de non-soutien de gouvernements. Par conséquent, cela déstabilise la situation partout.



**ALEXANDRE
MILINKÉVITCH,
CHANCELIER DE
L'UNIVERSITÉ
LIBRE BIÉLORUSSE
(ÉDUCATION
NUMÉRIQUE
EUROPÉENNE),
SEUL CANDIDAT
PRÉSIDENTIEL DE
L'OPPOSITION UNIE EN
2006, LAURÉAT DU PRIX
SAKHAROV POUR LA
LIBERTÉ DE PENSÉE DU
PARLEMENT EUROPÉEN**

La Russie fait tout pour déstabiliser l'Ukraine et s'imposer comme une puissance incontournable dans la solution des problèmes politiques européens et mondiaux. Un autre cliquetis d'armes est une nouvelle tentative de faire pression et d'attirer l'attention sur son propre agenda. Les domaines énergétiques et militaires sont les principaux instruments de l'influence de la Russie sur le monde extérieur. En faisant monter les enchères, la Russie cherche également à bloquer tout agenda positif dans les relations UE-Ukraine et OTAN-Ukraine.

L'Ukraine est manifestement prête - à la fois moralement et militairement. Le scénario le plus pessimiste n'est pas à exclure. La volonté collective de l'Occident de mourir pour Kharkiv est plutôt arbitraire. La Russie peut donc se permettre de monter les enchères afin d'obtenir des concessions dans le domaine non-militaire - la mise en service définitive de Nord Stream 2, etc. L'Occident donne l'impression d'être instable et préoccupé par des problèmes internes.

Pour l'instant, cela peut être perçu comme une déclaration, notamment en raison de la séparation du Royaume-Uni de l'UE et des différends existants sur les détails des relations après que le pays ait quitté l'Union européenne.

L'UE parle beaucoup de son autonomie stratégique. Cependant, la politique de l'UE envers la Russie et l'Ukraine démontre sa faiblesse et son incohérence. Les mesures restrictives contre la Russie pour l'annexion et l'occupation de territoires ukrainiens n'étaient pas suffisantes. L'Allemagne, en tant que pays leader de l'UE, agit parfois au détriment de la politique commune. L'UE ne peut pas fournir de garanties pour la sécurité de l'Ukraine. L'Occident continue de mal comprendre l'état d'esprit du Kremlin qui respecte la force et considère le compromis et la diplomatie comme une faiblesse.

Je pense que les dirigeants ukrainiens sont bien conscients du soutien sur lequel ils peuvent compter. Il est peu probable que l'UE en tant que telle soit prête à faire face à une crise énergétique à grande échelle.



**ANDREAS UMLAND,
ANALYSTE POUR
L'INSTITUT SUÉDOIS
DES RELATIONS
INTERNATIONALES**

Jusqu'à présent, il s'agit d'une forme de pression politique. Qu'il s'agisse d'une préparation sérieuse à la guerre, du début d'une petite escalade ou d'un moyen de simplement effrayer l'Ukraine et l'Occident, nous le découvrirons plus tard. Le Kremlin ne sait peut-être pas encore ce qu'il va faire, et il ne peut prendre des décisions qu'au fur et à mesure que les événements se déroulent.

L'Occident ne va clairement pas aider l'Ukraine directement, c'est-à-dire avec des troupes. Toutefois cela pourrait s'avérer inutile. L'Ukraine se prépare à ce scénario depuis plus de sept ans. Ainsi, la préparation est meilleure qu'en 2014. La situation est également plus claire qu'en 2014. On ne sait pas jusqu'où l'Occident ira en termes d'imposition de sanctions contre la Russie.

D'un point de vue rhétorique, l'Occident adopte désormais une position plus ferme vis-à-vis de la Russie. En termes de choix politiques, ils deviendront clairs

quand cela se produira. En Occident, les précédentes sanctions semblent avoir été un succès partiel. Elles n'ont pas résolu la situation, mais ont retenu la Russie. Ainsi, s'il y a escalade, il peut y avoir de nouvelles sanctions sectorielles et individuelles. D'autre part, l'Occident discute également de nouvelles concessions sur la mise en œuvre par la partie ukrainienne des accords de Minsk conformément à leur interprétation russe.

Il y a un sentiment de solidarité en Occident envers l'Ukraine. Cependant, il existe différents groupes en Allemagne qui bénéficient du gazoduc "Nord Stream-2" et sont moins intéressés par les implications politiques. Cependant, les États-Unis peuvent encore arrêter le projet avec des sanctions.



IAROSLAV CHORNOHOR,
MEMBRE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
DE L'ONG
(ORGANISATION NON
GOVERNEMENTALE)
"CONSEIL DE POLITIQUE
ÉTRANGÈRE "LE PRISME
UKRAINIEN"

L'augmentation du nombre de troupes russes est un signal aux pays de l'OTAN que la Fédération de Russie "fait monter les enchères", en menaçant de déclencher une guerre à grande échelle sur le territoire de l'Ukraine. Ainsi, la Russie attire l'attention des principaux pays du monde, en particulier les États-Unis. Ceci est fait pour que la Fédération de Russie soit prise en compte dans la "grande" politique.

Non, personne n'est prêt pour ça. C'est pourquoi la Fédération de Russie utilise la menace de guerre comme moyen de pression sur l'Ukraine et ses partenaires.

Dans son discours, Boris Johnson a décrit les problèmes du système international et a appelé à les affronter. La Grande-Bretagne fait beaucoup pour renforcer la défense et la stabilité de l'Ukraine. Mais la question de savoir s'il y aura un soutien significatif d'autres pays européens est une grande question, car: premièrement, la Grande-Bretagne a quitté l'UE, et deuxièmement, l'UE elle-même a de nombreux problèmes graves de nature interne et externe.

L'UE n'a tiré aucune leçon, pour cette institution le thème principal est le niveau le plus bas possible d'intensité de conflit et de stabilité interne. Tous les efforts visent à cela, d'où les tentatives pour parvenir à un accord avec l'agresseur russe.

Le niveau de dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques russes dans les différents pays européens est différent, par conséquent, la volonté de soutenir l'Ukraine et en même temps de s'opposer à la Fédération de Russie est différente. Il ne faut pas compter sur un front uni de soutien, car chaque pays défendra d'abord ses intérêts. La question de la défense de l'Ukraine est l'affaire des Ukrainiens eux-mêmes, il est nécessaire de s'en rendre compte et c'est à partir de ces positions que la défense doit être construite. Le soutien international ne peut être qu'un facteur de plus, même s'il est certainement important.



DAVID STULIK,
ANALYSTE PRINCIPAL
AU CENTRE DE VALEURS
EUROPÉEN POUR
LA POLITIQUE DE
SÉCURITÉ (PRAG)

Tous les efforts de déstabilisation arrivent soit de la Russie (accumulation de son armée à la frontière avec l'Ukraine, sécurité d'approvisionnement en gaz de l'Europe, implication dans les Balkans occidentaux, en Afrique centrale, etc.) soit de la Biélorussie (crise des migrants provoquée artificiellement), qui, sous le "président" autoproclamé Loukachenko, est devenue une marionnette entre les mains du Kremlin dans ses opérations contre l'Occident, et fait partie d'un jeu plus vaste – tester l'Occident par le Kremlin. Cependant, il convient de noter que l'Occident (ou la Pologne) sera distrait par la situation à la frontière avec la Biélorussie et sera moins préparé à d'autres actions et démarches agressives du duo Loukachenko/Poutine.

Personnellement, je ne pense pas que Poutine puisse déclencher une guerre à grande échelle en et contre l'Ukraine. Il devra faire face à une résistance farouche, ce qui entraînera des pertes importantes du côté de l'armée russe.

Cela pourrait avoir des conséquences négatives pour lui en Russie. Au lieu de cela, il peut être déterminé à mener des opérations militaires courtes et rapides contre l'Ukraine qui pourraient lui donner des gains instantanés. On pourrait penser à l'introduction de troupes russes dans les parties occupées du Donbass, où ces troupes pourraient se trouver en tant que "casques bleus" (comme en Transnistrie). Bien sûr, Poutine aura besoin d'un prétexte pour cela, afin qu'il puisse faire quelques provocations dans ces territoires occupés et les utiliser comme prétexte formel pour intervenir.

Chaque fois que les médias russes, qui sont sous le contrôle strict et la surveillance étroite du Kremlin, lancent ces campagnes d'information, elles sont menées à des fins spécifiques. Vous pouvez être sûrs qu'il n'y a rien de "soudain" dans leur timing. Au contraire, ces informations sont le signal que le Kremlin a lancé une autre opération hybride contre ses "ennemis": l'Occident et l'Ukraine.

Je ne peux pas non plus exclure la possibilité que Poutine, en organisant toutes ces mesures déstabilisatrices, ne fasse que révéifier les "lignes rouges" de la défense et de la réaction occidentale. Il peut aussi bluffer et faire monter les enchères avec l'Occident/Ukraine, et préparer de meilleures positions de négociation en utilisant des menaces hybrides et militaires.



**ILYA PONOMARENKO,
JOURNALISTE
UKRAINIEN ET
CORRESPONDANT DE
GUERRE**

A mon avis, l'accumulation des troupes russes à la frontière ukrainienne montre l'intention des dirigeants russes d'utiliser à nouveau les tensions militaires et politiques dans la région comme levier de pression politique sur les pays européens, en particulier l'Allemagne et la France. Cela peut être dû à des problèmes de certification du "Nord Stream-2".

Comme la crise d'avril 2021 l'a démontré, le chantage avec des manœuvres militaires très démonstratives près des frontières de l'Ukraine est un outil efficace. Dans le même temps, je pense que la Russie est économiquement, militairement et politiquement incapable d'accomplir des tâches telles qu'une invasion à grande échelle, la défaite de l'armée ukrainienne, la destruction des centres de résistance et l'imposition d'un accord de paix avec les dirigeants politiques de l'Ukraine. Le prix très élevé et les résultats douteux d'une telle opération rendent ce scénario peu probable.

Je ne pense qu'aucune des parties, y compris la Fédération de Russie elle-même, n'est prête à 100 % sur les plans politiques, économiques et militaires pour un tel scénario. L'UE ne peut pas prédire une guerre majeure à l'échelle du Vietnam, qui peut aboutir à des millions de réfugiés ukrainiens en provenance des villes attaquées. L'OTAN subit également des pertes politiques dévastatrices en raison de l'échec à contenir la Russie sur son flanc oriental. L'Ukraine n'a également, en raison de problèmes systémiques dans son secteur de la défense, pas 100 % de chances de contre-carrer une opération à grande échelle et à plusieurs niveaux. Mais le grand territoire, l'armée motivée et la capacité importante de la population à se mobiliser de manière autonome (comme l'a montré l'année 2014) rendent le coût de l'invasion et de l'occupation certainement trop élevé.

Quant aux propos de Boris Johnson, il me semble qu'il s'agit à la fois d'une déclaration et d'un appel en faveur d'une position appropriée de l'Europe occidentale – les élites britanniques ont historiquement très bien compris la nécessité d'une approche ferme pour retenir la Russie, et il existe une demande croissante de leadership politique dans le monde occidental. Les derniers mouvements politiques, orchestrés dans les médias, comme la volonté d'envoyer 600 soldats, indiquent la volonté de Londres de prendre au moins une position stricte et décisive, ce qui est déjà un sérieux facteur pour le Kremlin, qui ne respecte que le langage de la force.

En ce qui concerne les instruments d'influence, je pense que l'UE, malgré la faiblesse de sa volonté politique, dispose toujours d'un levier important – tout d'abord, la capacité de geler plusieurs milliards de dollars de l'élite russe, ainsi que d'autres lourdes sanctions économiques, qui constituent le moyen de dissuasion le plus efficace.

Une invasion à grande échelle et une tentative d'occupation de l'Ukraine avec une population de 40 millions d'habitants signifie en tous cas une opération à l'échelle de l'Irak en 2003, et, par conséquent, des pertes humaines et des dégâts matériels sans précédent. En cas d'invasion véritablement à grande échelle, je pense que de nouveaux défis, tels que la crise migratoire sans précédent aux frontières occidentales de l'UE, deviendront plus dangereux que la crise énergétique, de sorte que l'Europe est susceptible de faire beaucoup plus pour empêcher une invasion que pour rechercher une nouvelle réconciliation après la conquête de l'Ukraine.



**DANIEL SZELIGOWSKI,
RESPONSABLE
DU PROGRAMME
EUROPE DE L'EST A
L'INSTITUT POLONAIS
DES AFFAIRES
INTERNATIONALES**

Le scénario principal est que la Russie monte les enchères et prépare le terrain pour des négociations avec les États-Unis sur l'avenir de la sécurité en Europe. Du point de vue russe, un nouvel accord devrait prévoir, d'une part, la soi-disant sphère des intérêts privilégiés de la Russie, dont l'Ukraine devrait faire partie et d'autre part la création d'une zone tampon en Europe centrale, où la Russie souhaiterait une présence militaire limitée de l'OTAN.

Il existe également un scénario d'une éventuelle intervention militaire en Ukraine – il y a une menace. Mais finalement cela dépendra de la réaction de l'Occident. S'il n'y a pas de réponse à la position de l'armée russe, le deuxième scénario est également possible.

L'UE n'est pas ici une référence. Pour la Russie, tout tourne autour de l'OTAN et des États-Unis. Cela dépend donc avant tout de la volonté des Américains de soutenir l'Ukraine et de réagir avec fermeté. Une discussion s'est engagée aux États-Unis entre ceux qui sont prêts à s'opposer à la Russie et ceux qui sont prêts à sacrifier l'Ukraine. L'issue de cette discussion n'est toujours pas claire. D'ordinaire, je dirais que les États-Unis ne soutiendront pas un accord avec la Russie au détriment de l'Ukraine, mais en accumulant ses troupes autour de l'Ukraine, le Kremlin permet à Washington de prendre plus facilement cette décision et de la justifier comme une décision "pour la paix".

Quelles leçons l'Union européenne a-t-elle tirées de l'annexion de la Crimée et de l'occupation du Donbass? Existe-t-il de nouveaux outils vers lesquels l'UE peut se tourner en cas de récurrence de la situation ou en cas de nouvelle invasion du territoire ukrainien ou de violation de son intégrité terri-

toriale et de sa souveraineté?

Le levier de l'influence de l'UE sur la Russie se situe dans la sphère économique : sanctions et politique énergétique et commerciale. La politique étrangère et de sécurité reste entre les mains des États membres, malgré leur coordination. Il n'y aura pas de réponse militaire commune de l'UE, cela dépend de l'OTAN. Nous avons appris que la Russie n'hésite pas à recourir à la force militaire si le prix à payer est relativement modeste et que l'Occident n'est pas prêt à agir de manière décisive. De plus, nous ne devons pas nous fier à la bonne foi de la Russie. Mais je ne pense pas que tout le monde dans l'UE le comprenne encore.

Sur quel type de soutien l'Ukraine peut-elle compter de la part de ses partenaires occidentaux face à l'agression russe dans le contexte de la crise énergétique croissante? L'Europe elle-même est-elle prête à une crise énergétique en cas de détérioration ou d'escalade des relations avec la Russie?

La question clé est de savoir si le gaz transitera toujours par l'Ukraine. À cet égard, des négociations devraient avoir lieu entre l'UE, la Russie et l'Ukraine. Bien sûr, ce serait beaucoup plus facile s'il n'y avait pas d'alternative – par exemple, le "Nord Stream-2". Le gaz transitant par l'Ukraine pourrait bientôt être acheminé via le "Nord Stream-2", et l'infrastructure gazière de l'Ukraine pourrait devenir largement redondante. Le "Nord Stream-2" donne à la Russie un poids énorme sur l'Allemagne et l'UE dans son ensemble. En fait, le "Nord Stream-2" prouve aussi que les Allemands avaient raison et que le changement aurait bien pu se produire grâce au commerce. Cependant, cela fonctionne différemment de ce qu'ils pensaient, car cela permet l'introduction de normes autocratiques et de corruption dans une démocratie.

Poutine utilisera le "Nord Stream-2" pour compliquer la réponse décisive de l'UE à son aventurisme.

La crise à la frontière polonaise – Poutine essaie-t-il de détourner l'attention de l'Europe

Les tactiques de guerre hybride de Poutine sont bien connues. Forcer Loukachenko à conduire des milliers de migrants à franchir la frontière polonaise détourne l'attention d'un allié ukrainien clé à la veille de l'invasion. La Pologne, bien sûr, se concentrera davantage sur la menace de sa frontière que sur l'accumulation des troupes russes.

La question est de savoir qui est derrière la crise – Loukachenko ou Poutine. Je n'irais pas jusqu'à dire que Poutine a organisé toute cette crise depuis le début. Je suppose que c'est la vengeance de Loukachenko - punir la Pologne et la Lituanie pour avoir soutenu l'opposition biélorusse et les sanctions de l'UE contre la Biélorussie plus tôt cette année. De plus, Loukachenko a créé cette crise pour proposer une solution et serait prêt à prendre du recul s'il était récompensé par la levée des sanctions. Mais l'UE n'est pas encore prête pour une telle décision. Même en supposant que Poutine soit derrière tout cela, je pense que nous pouvons également considérer que cette crise détourne l'attention des actions de la Russie aux frontières ukrainiennes.

À quoi ressemblera la guerre si elle se produit ? Dans quelle mesure la menace d'une guerre à grande échelle est-elle réelle cet hiver ? L'Ukraine / l'Europe est-elle prête ? Il existe des précédents dans l'histoire où la Russie a envahi des pays étrangers le jour de Noël : l'Afghanistan le 24 décembre 1979 et le Cambodge le 25 décembre 1978. Est-ce possible aujourd'hui avec l'Ukraine ?

La menace d'une solution militaire est la plus élevée depuis 2015. Il y a plusieurs arguments à cela. D'une part, la pandémie de COVID-19 oblige l'Occident à se concentrer sur l'intérieur, la crise polono-biélorusse absorbe l'attention de l'OTAN et le retrait américain d'Afghanistan fait croire à la Russie que la puissance américaine est en déclin. D'un autre côté, la Russie a accumulé les plus grandes réserves internationales de son histoire, donc si Poutine doit risquer des coûts supplémentaires, c'est le moment. Tout cela pris ensemble signifie que du point de vue russe, une "fenêtre d'opportunité" s'est ouverte pour faire un pas en avant. Et pourtant, je ne pense pas que ce sera une guerre à grande échelle, très probablement une escalade dans le Donbass ou une petite attaque pour voir quelle sera la réaction de l'Occident. Mais encore une fois, s'il n'y a pas de réponse, la Russie peut aller plus loin.

La préparation du champ de bataille de l'information. Les médias russes et la machine de propagande préparent déjà le sujet de l'invasion. L'intensification des déclarations des dirigeants russes indique-t-elle que la Russie prépare une "justification" pour l'invasion ?

La guerre de l'information peut faire partie des tentatives russes d'intimider l'Occident - pour donner l'impression que cette fois, la Russie a vraiment de sérieuses intentions. C'est une sorte d'invitation pour les États-Unis à se mettre à table avec la Russie. Mais si les Russes envisagent sérieusement une opération militaire, ils ont besoin d'un prétexte - pas nécessairement pour eux-mêmes, mais pour ceux en Occident qui recherchent constamment un argument pour fermer les yeux sur ce que fait la Russie. Donc, tout cela pour retenir ceux qui justifient l'agression russe et prétendent que la Russie a été forcée ou provoquée à le faire.



L'augmentation du nombre de troupes russes est un signal aux pays de l'OTAN que la Fédération de Russie "fait monter les enchères", en menaçant de déclencher une guerre à grande échelle sur le territoire de l'Ukraine. Ainsi, la Russie attire l'attention des principaux pays du monde, en particulier les États-Unis. Ceci est fait pour que la Fédération de Russie soit prise en compte dans la "grande" politique.



PROMOTE FREEDOM
FOUNDATION

Support us

<https://promotefreedom.foundation/donate/>



Україна Brussels



СПИНИТИ НАСТУП! СПЕЦВИПУСК

РОМАН СУЩЕНКО, ВІТАЛІЙ ПОРТНИКОВ, ВОЛОДИМИР ОГРИЗКО,
РОЛАНД ФРОЙДЕНШТАЙН, РАСА ЮКНЯВІЧЕНЕ, РОБЕРТ БЕДРОНЬ,
ВІТОЛЬД ВАЩИКОВСЬКИЙ

ЖОВТЕНЬ-ЛИСТОПАД-ГРУДЕНЬ 2021

Огляд Україна Брюссель